

2018

CAMEROUN

Transformation structurelle,  
emploi, production  
et société

STEPS



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

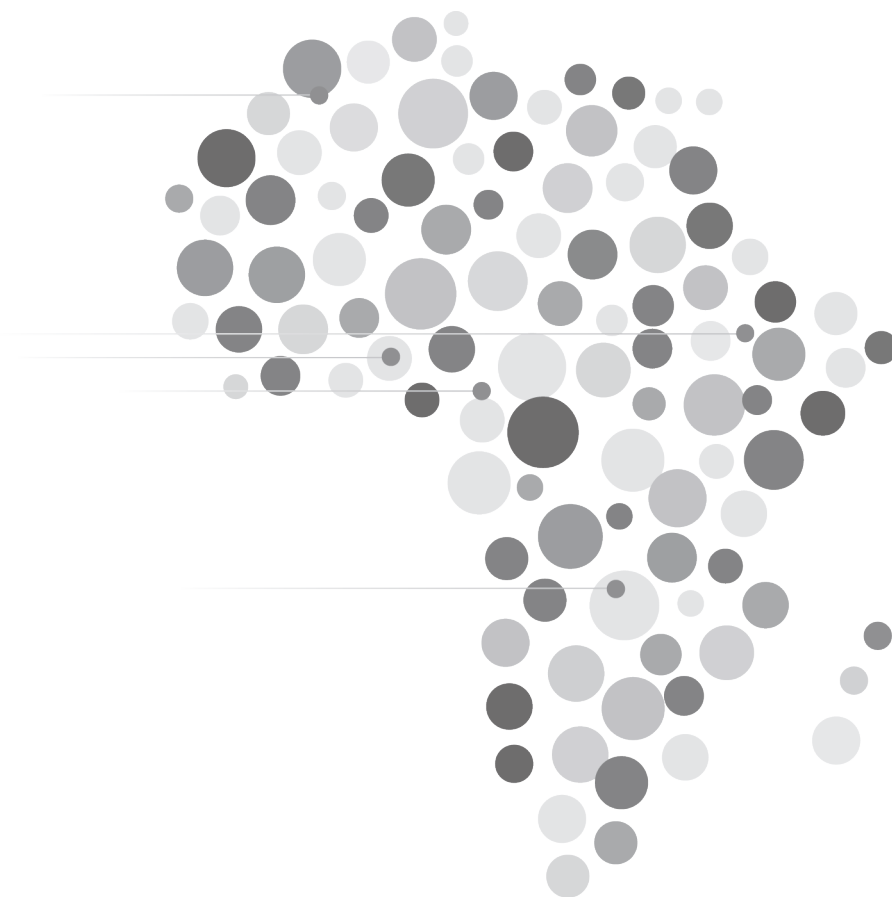


2018

CAMEROUN

Transformation structurelle,  
emploi, production  
et société

STEPS



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

## Commandes

Pour commander des exemplaires du *Profil STEPS - Cameroun*, veuillez contacter :

Section des publications

Commission économique pour l'Afrique

B.P. 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél. : +251-11- 544-9900

Télécopie : +251-11-551-4416

Adresse électronique : [ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org)

Web : [www.uneca.org](http://www.uneca.org)

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA, veuillez accéder au site : [www.uneca.org/publications](http://www.uneca.org/publications)

© 2018 Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage : mai 2018

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

## Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

# Table des matières

<b>Définition de la transformation structurelle</b>	<b>iv</b>
<b>Remerciements</b>	<b>viii</b>
<b>1. Aperçu</b>	<b>1</b>
Production	1
Emploi	2
Société	2
<b>2. Contexte</b>	<b>4</b>
<b>3. Production</b>	<b>9</b>
3.1 Diversification	9
3.2 Liens	12
3.3 Technologie	16
3.4 Résumé	18
<b>4. Emploi</b>	<b>20</b>
4.1 Productivité du travail	20
4.2 Travail décent	23
4.3 Éducation et compétences	25
4.4 Résumé	27
<b>5. Société</b>	<b>29</b>
5.1 Démographie	29
5.2 Santé	31
5.3 Pauvreté et inégalités	33
5.4 Résumé	35
<b>6. Messages clefs</b>	<b>36</b>
<b>Références</b>	<b>40</b>

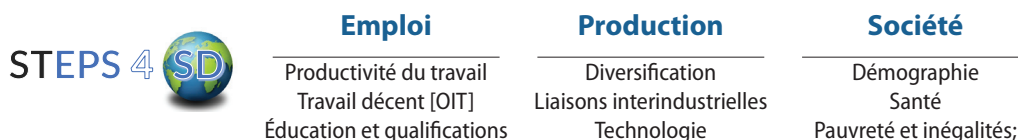
## Définition de la transformation structurelle

La Commission économique pour l'Afrique entend par « transformation structurelle » l'ensemble des changements fondamentaux dans les structures économiques et sociales qui favorisent un développement équitable et durable\*. Cette définition renvoie à trois questions clefs :

- a) Qu'est-ce que la transformation structurelle ? Il s'agit d'un processus fondamental et multidimensionnel observé dans tous les pays ayant atteint des niveaux de développement élevés ;
- b) Comment y parvient-on ? Par une profonde transformation économique et sociale, notamment la diversification économique et la modernisation technologique, la création d'emplois décents et productifs et un développement social équitable ;
- c) En quoi est-elle importante ? Elle est cruciale pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons.

L'objectif primordial, à savoir accélérer la transformation structurelle (ST, initiales de l'expression anglaise *structural transformation*), comporte trois dimensions intrinsèques à évaluer : l'emploi (E), la production (P) et la société (S). Ce concept renvoie directement à la nécessité de transformer fondamentalement les structures économiques et sociales, l'emploi jouant un rôle clef dans la création d'un lien bidirectionnel entre croissance économique (production) et développement social (société). Il est utile de garder à l'esprit l'objectif ultime du cadre analytique, qui est de parvenir à un développement équitable et durable grâce à une transformation structurelle accélérée. Par conséquent, le concept STEPS4SD (STEPS pour un développement durable) constitue le cadre de conception et de mise en œuvre des profils (voir figures I et II).

**Figure I: STEPS pour un développement durable (STEPS4SD)**



\* Les expressions « transformation structurelle » et « changement structurel » sont souvent utilisées indifféremment. Les définitions étroites sont axées sur la mesure des gains économiques accumulés par réaffectation de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité aux secteurs à forte productivité, tandis que des définitions plus larges vont au-delà des changements dans les structures économiques, telles que la production et l'emploi, englobant les gains de productivité au sein des secteurs et l'évolution des autres aspects de la société. Aux fins du présent document, on évite d'utiliser l'expression « changement structurel », lui préférant une perspective plus large, telle que décrite dans le cadre STEPS.

Dans chacune des trois dimensions considérées, il existe trois domaines de résultats qui sont essentiels à l'accélération de la transformation structurelle. En ce qui concerne la production, l'accent est mis sur (l'appui à) la diversification, (le renforcement) des liaisons interindustrielles et (la modernisation) des technologies. En ce qui concerne l'emploi, l'accent est mis sur (l'accroissement de) la productivité du travail, (la promotion de) l'emploi décent et (l'amélioration de) l'éducation et des qualifications. S'agissant de la société, l'accent est mis sur (la gestion de) la démographie, (l'amélioration de) la santé et (la réduction de) la pauvreté et des inégalités. Pour chaque domaine de résultats, il existe un ensemble restreint d'indicateurs correspondants (voir figure II). Ceux-ci illustrent les résultats (produits) escomptés qui devraient accélérer la transformation structurelle. Ces indicateurs sont complétés par d'autres paramètres relatifs au domaine de résultats pertinent. Étant donné que la transformation structurelle est un processus graduel, les indicateurs sont suivis sur une longue période : de 20 à 25 ans, dans la mesure du possible. On trouvera ci-après une brève justification de chaque domaine de résultats.

### **Diversification**

La diversification économique est une caractéristique fondamentale des pays qui ont atteint des niveaux de développement élevés. Les structures économiques fortement concentrées sapent la transformation structurelle en favorisant la recherche de rente (dans le secteur minier) et l'enfermement dans le piège des produits de base (agriculture). Elles sont aussi généralement associées à une grande vulnérabilité aux chocs des prix et de la demande. L'élargissement de la gamme des biens et services qui sont produits et exportés, en particulier vers les activités à plus forte valeur ajoutée, constitue donc un facteur important de la transformation structurelle.

### **Liaisons interindustrielles**

Une plus grande intégration dans l'économie mondiale peut contribuer à l'accroissement de la valeur ajoutée et à la croissance de la productivité, en particulier dans le cadre de la participation aux chaînes de valeur mondiales. Une économie plus interconnectée, caractérisée par de plus fortes relations en amont et en aval dans tous les secteurs et entreprises, peut également aider à surmonter les principales contraintes structurelles, à préserver les gains économiques et à encourager l'innovation.

### **Technologie**

Le progrès technologique est un catalyseur de la transformation structurelle. La création, l'adoption et l'amélioration de technologies contribuent à la croissance de la productivité et à la création de valeur ajoutée dans les procédés de production. Il peut être appuyé par le développement des capacités technologiques nationales et/ou par l'importation de technologies étrangères, notamment celles qui sont ancrées dans les investissements étrangers.

## **Productivité du travail**

La productivité du travail est au cœur de la transformation structurelle. En fait, dans les ouvrages spécialisés, la transformation structurelle est souvent définie comme les gains économiques accumulés par réaffectation de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité à des secteurs à forte productivité, ce que l'on appelle également les effets transsectoriels, par opposition aux gains de productivité au sein d'un même secteur. Une dynamique de l'emploi positive est donc nécessaire pour produire ces avantages. La productivité du travail dépend non seulement des qualifications et de la santé du travailleur, mais aussi des technologies existantes et d'autres caractéristiques liées aux entreprises. Elle est donc au cœur du présent cadre. Fait crucial, les améliorations de la productivité du travail sont nécessaires à la croissance de l'économie (et du revenu des ménages) et, partant, contribuent à élever le niveau de vie.

## **Travail décent**

Le travail décent implique des emplois dont les niveaux de rémunération, de sécurité et de sûreté sont raisonnables. La précarité des conditions de travail - notamment la faiblesse des salaires et l'insécurité de l'emploi - est un obstacle majeur à l'élévation des niveaux de vie et sape souvent la productivité du travail. La création de possibilités de travail décent est essentielle pour susciter une transformation structurelle positive, étant donné que les structures économiques et sociales sont susceptibles de subir des mutations qui ne favorisent pas toujours un développement durable.

## **Éducation et qualifications**

Une main-d'œuvre bien formée et compétente est indispensable pour accélérer la transformation structurelle. Les systèmes d'éducation de types scolaire et non scolaire offrent toute une gamme de compétences pour le travail et la vie. En particulier, l'amélioration des niveaux de qualification facilite le redéploiement de la main-d'œuvre vers des secteurs à forte productivité. L'amélioration des compétences professionnelles fondées sur la demande est essentielle pour combler les lacunes en la matière et remédier à l'inadéquation de l'offre et de la demande de qualifications.

## **Démographie**

L'évolution démographique peut stimuler la transformation structurelle par l'incidence considérable qu'elle a sur l'économie et la société. Par exemple, l'évolution de la structure par âge de la population peut générer d'importants dividendes démographiques en allégeant le fardeau économique qui pèse sur la population en âge de travailler. L'urbanisation et les migrations peuvent aussi produire des avantages économiques importants, mais elles peuvent aussi entraîner des coûts importants si elles ne sont pas bien gérées.

## **Santé**

Une main-d'œuvre en bonne santé est essentielle pour développer le capital humain et renforcer la transformation structurelle. Une forte prévalence des maladies et d'autres

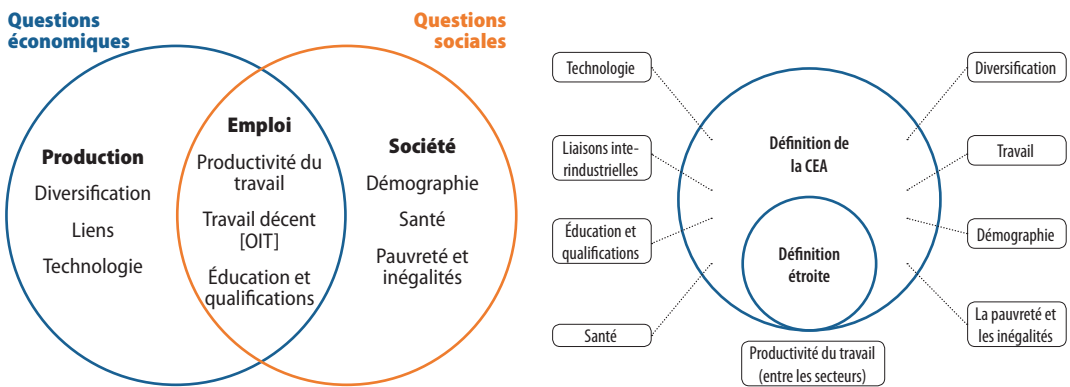


affections nuit à l'activité économique et à la productivité du travail, en particulier par son incidence sur le bien-être physique et affectif.

### Pauvreté et inégalités

La pauvreté compromet souvent l'accès à des aliments nutritifs, à des soins de santé, à l'éducation et à l'emploi, ce qui, à son tour, aboutit à la malnutrition, à une morbidité élevée, à un manque de qualifications et au sous-emploi. En outre, les inégalités contribuent à l'instabilité économique, sociale et politique, ce qui entrave la croissance économique. La pauvreté et les inégalités peuvent donc empêcher les citoyens de contribuer pleinement à la transformation des structures économiques et sociales.

**Figure II: Questions économiques et sociales liées à la transformation structurelle**



### Considérations et implications s'agissant des données

Lors de la compilation des données pour les profils, la préférence a été donnée aux sources nationales officielles, telles que les bureaux nationaux de statistiques, les banques centrales et les ministères. Il convient toutefois de noter que les données recueillies auprès de sources nationales peuvent ne pas être comparables d'un pays à l'autre en raison de l'utilisation d'une terminologie, de méthodes et de systèmes de classification différents. Des sources internationales ont donc été utilisées chaque fois que des données nationales n'étaient pas disponibles ou qu'il était nécessaire de contextualiser l'analyse avec des comparaisons entre pays. L'utilisation de données harmonisées provenant de sources internationales, telles que celles produites par de nombreux organismes des Nations Unies, est essentielle pour permettre des comparaisons cohérentes entre les pays. Chaque fois que cela était possible et pertinent, les données ont été ventilées par âge, par sexe et par lieu de résidence. Étant donné que la transformation structurelle est un processus graduel, l'analyse suit les changements sur une période relativement longue, généralement en comparant les valeurs ou moyennes pour les périodes 1990-1999 et 2000-2009 avec celles de 2010 et au-delà.

# Remerciements

L'objectif principal des profils de pays établis sous l'angle de la transformation structurelle, de l'emploi, de la production et de la société (profil STEPS, selon l'acronyme anglais) est de produire des analyses de données spécifiques à chaque pays et des recommandations politiques pour une transformation structurelle qui favorisera le développement durable. Ils sont produits par les bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), avec la contribution du Centre africain pour la statistique, de la Division des politiques macroéconomiques, de la Division de l'intégration régionale et du commerce, de la Division des politiques de développement social et de la Division des initiatives spéciales.

Le profil STEPS du Cameroun a été réalisé sous la coordination générale et l'orientation de Mme Giovane Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la CEA chargée de la diffusion du savoir et la supervision directe M. Antonio Pedro, Directeur du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale. Mme Mama Keita est l'auteure principale du profil STEPS du Cameroun; elle a été assistée de MM. Mamadou Malick Bal, Issoufou Seidou, Julian Slotman, Abdulrahman Sowe et Michel Fogang.

Un comité d'examen mis en place par la Section de la qualité opérationnelle de la Commission a apporté des contributions et des commentaires précieux. Les experts externes étaient notamment Pr. Lambert Bamba Ngaladjo et Théophile Armand Fopa Dienne, (Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire du Cameroun). Le comité d'examen comprenait également les fonctionnaires de la CEA ci-après : Giovane Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la CEA, Dimitri Sanga, Directeur du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest, Komi Tsowou (Division de l'intégration régionale et du commerce), Sylvain Boko et Jalal Abdel-Latif (Division du renforcement des capacités), Linus Mofor (Division des initiatives spéciales) et Andry Andriantseheno (Centre africain pour la statistique). L'Institut national de la Statistique du Cameroun, le Ministère camerounais des Finances et l'Équipe pays des Nations Unies au Cameroun ont également fourni des informations précieuses sur la base des versions préliminaires. Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA pour l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression du présent profil de pays.



# 1

## Aperçu

Malgré ses importantes dotations en ressources naturelles dans les domaines du pétrole, de l'agriculture, des forêts, des mines, du tourisme, et de l'hydroélectricité, et en dépit de l'élaboration de divers cadres et stratégies de développement et des avancées en matière d'intégration sous-régionale, le Cameroun se maintient depuis plus de 30 ans dans le statut de pays à revenus intermédiaires de la tranche inférieure. Le pays peine à accroître sa compétitivité et à se montrer plus attractif pour les investissements locaux et étrangers ce qui n'a pas permis de réaliser des taux de croissance élevés et soutenus. La crise pétrolière de 2014, qui a entraîné des déséquilibres macroéconomiques, un ralentissement de la croissance et a conduit à l'adoption de mesures d'ajustement structurel avec le FMI, a souligné l'urgence d'accélérer le processus de transformation structurelle pour un développement durable. Une analyse de diagnostic de la croissance<sup>1</sup> permet de placer la prévalence de corruption au premier plan des principaux freins au développement du secteur privé et à la croissance économique. À cela s'ajoutent le déficit d'infrastructures de qualité et les difficultés d'accès aux facteurs de production, notamment le crédit, les ressources humaines adéquates et l'énergie à coût abordable. Les problèmes d'ordre sécuritaire et humanitaire auxquels le pays fait face représentent des risques additionnels à considérer. Les paragraphes qui suivent résument les transformations enregistrées pendant les 20 dernières années en ce qui concerne la structure de la production, l'emploi et les perspectives de bien-être social.

## Production

Les changements récents observés dans la structure du PIB sont mitigés, avec un rétrécissement des activités manufacturières, et une progression des BTP et de certains services modernes. Du côté de l'offre, le secteur tertiaire demeure le plus gros contributeur à la croissance du PIB tandis qu'en optique demande, les capacités limitées de montages de projets et d'absorption, et l'insuffisance de la mobilisation des ressources affectent négativement la quantité, la qualité, et l'impact des investissements sur la croissance. Le pays dispose d'une multitude de produits exportés traduisant une certaine diversification économique, mais cette dernière est plutôt horizontale et fortement concentrée sur les

<sup>1</sup> Suivant l'approche Haussmann et al. (2005).

matières premières extractives et agricoles, ce qui entretient une certaine vulnérabilité aux chocs externes. La transformation locale des produits de base est toutefois à la hausse et les destinations des produits camerounais se diversifient. Tout cela n'a pourtant pas encore conduit à une sophistication substantielle des exportations, malgré l'existence d'un bon potentiel à cet égard. C'est sans doute parce que les canaux classiques susceptibles de promouvoir le développement technologique et les capacités organisationnelles tels que les investissements directs étrangers (IDE) ne sont pas encore suffisamment exploités. À l'instar du reste du continent, le système productif demeure peu polluant en raison du faible niveau d'industrialisation. Les produits chimiques, les fertilisants, les pneumatiques et le papier sont des produits à considérer pour une stratégie de diversification verticale au Cameroun.

## **Emploi**

La structure de l'emploi n'a pas enregistré de changements majeurs pendant les deux dernières décennies, et demeure caractérisée par une concentration du facteur travail dans le secteur primaire et une très forte informalisation. À l'intérieur de chaque secteur, les interventions ciblées de l'État ou les flux d'IDE ont permis une hausse de la productivité ; toutefois, au niveau intersectoriel, les quelques mouvements de travailleurs enregistrés de l'agriculture et des autres secteurs vers les activités manufacturières n'ont pas généré de gains de productivité significatifs. De grandes disparités inter- et intra-sectorielles existent en matière de productivité du travail, l'agriculture et les industries manufacturières se distinguant par des niveaux particulièrement bas. La majorité des actifs occupés sont des travailleurs autonomes, ce qui n'est pas surprenant vu la prédominance du secteur agricole, des services non modernes, et cela induit un niveau très élevé de sous-emploi lié au temps de travail. Le taux de chômage des jeunes est modéré à 6 %, mais il est alarmant de constater que le nombre de chômeurs découragés augmente, dénotant d'un manque d'opportunités de trouver du travail. Des progrès ont été enregistrés en matière d'éducation des jeunes avec, par exemple, leur taux d'alphabétisation qui a atteint la barre des 80 % depuis les années 2000, et le nombre d'années de scolarisation, qui est désormais à plus de six ans. Des efforts importants restent toutefois à faire au niveau de la qualité de l'éducation et de l'adéquation entre les formations offertes et les aspirations d'industrialisation et d'émergence du pays. Compte tenu de la contribution de l'économie informelle dans la création d'emploi et la formation du PIB, les décideurs doivent redoubler d'efforts pour limiter les contraintes que rencontrent les entreprises de ce secteur afin de faire de l'économie informelle un acteur clef de la transformation structurelle de l'économie du Cameroun<sup>2</sup>.

## **Société**

Les changements démographiques et l'amélioration des conditions sanitaires des populations peuvent générer des dividendes favorables à la transformation structurelle et le Cameroun a fait des progrès dans ce sens. En effet, le taux de fécondité, le taux de dépendance sur la population active et la proportion de citoyens vivants dans les bidonvilles ont tous été réduits

---

<sup>2</sup> Commission économique pour l'Afrique, Rapport économique sur l'Afrique (2017).

pendant les deux dernières décennies. Les niveaux atteints sont toutefois relativement faibles, notamment par rapport à d'autres pays africains. À l'inverse, la pauvreté et les inégalités peuvent entraver la transformation structurelle en empêchant les populations de contribuer pleinement à celle-ci ou en entretenant des tensions sociales. Depuis la fin des années 90, très peu de progrès ont été réalisés en termes de réduction de la pauvreté et celle-ci continue d'affecter plus de la moitié des populations du milieu rural. Les inégalités se sont plutôt creusées et des facteurs culturels comme les mariages précoces continuent de réduire les opportunités d'accès des filles et des femmes à l'éducation et, partant, au travail décent.

Résumé des messages clefs. Les changements observés au cours des 30 dernières années en ce qui concerne la structure de la production, l'emploi, la productivité du travail, la dynamique démographique et les indicateurs sociaux montrent des résultats globalement mitigés, voire insatisfaisants, en matière de transformation structurelle au regard des ressources abondantes du pays. Le Cameroun n'a pas encore réussi à réduire la pauvreté de manière significative en raison d'un système productif peu moderne et à faible contenu technologique, qui ne permet pas d'impulser des taux de croissances élevés et soutenus, d'accroître la productivité dans les secteurs intensifs en main d'œuvre et de créer des emplois décents en quantité suffisante.

Pour une meilleure exploitation du riche potentiel du pays en faveur d'une croissance forte et soutenue, d'une transformation structurelle créatrice d'emplois décents et génératrice de bien-être pour tous, un accent particulier est à mettre sur la gouvernance économique en vue d'une meilleure mobilisation des recettes internes, d'une meilleure utilisation de ces dernières et de la mise en place d'un climat des affaires plus favorable à l'investissement local et étranger. Il est nécessaire de promouvoir le développement technologique et celui des compétences humaines pour accroître la productivité, le niveau de sophistication des produits et la compétitivité. Il est également nécessaire d'optimiser le potentiel de dividendes démographiques et le potentiel de l'urbanisation à contribuer à l'industrialisation. Enfin, la durabilité environnementale et la stabilité sociale doivent rester une priorité.

L'État doit demeurer le premier acteur du changement, à travers notamment une lutte permanente contre la corruption, des efforts constants d'accroissement des recettes internes, l'adoption d'une politique macroéconomique contracyclique permettant d'assurer la soutenabilité de la croissance, et la mise en œuvre et le suivi et évaluation des réformes nécessaires à l'accélération de la transformation structurelle. Des analyses approfondies de diagnostic de la croissance peuvent aider à identifier ces réformes, et déterminer les moteurs de la croissance et les sous-secteurs porteurs de diversification économique. Les opportunités d'alliances stratégiques à l'instar de celle récemment scellée entre la Côte d'Ivoire et le Ghana autour de la filière cacao sont à explorer<sup>3</sup>. Enfin, il est important que les partenaires de développement accompagnent le pays dans la mitigation des risques d'ordre sécuritaires auquel il faut face.

<sup>3</sup> Voir détails à la section « Messages clefs » à la fin du présent document.

# 2



## Contexte

Le Cameroun est un pays côtier d'Afrique centrale doté d'importantes ressources naturelles, qui constituent un véritable atout pour sa transformation structurelle. Il a accédé au statut de pays producteur de pétrole en 1977, et ce qui a depuis lors été une importante source de croissance pour lui. Les ressources agricoles, forestières, minières y sont abondantes et les potentiels touristique, hydrique et énergétique, élevés<sup>4</sup>. Le Cameroun est cinquième producteur mondial de cacao et troisième producteur africain, derrière la Côte d'Ivoire et le Ghana. Avec 12 000 MW, il dispose du troisième potentiel hydro-électrique le plus important de l'Afrique, après la République démocratique du Congo et l'Éthiopie<sup>5</sup>. Le pays jouit aussi d'une grande diversité climatologique, géographique, humaine et culturelle, qui lui vaut le surnom d'« Afrique en miniature ». Le Cameroun borde le golfe de Guinée au sud-ouest. Il est limité à l'ouest par le géant Nigéria, au nord par le Tchad, à l'est par la République centrafricaine et au sud par le Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale. Avec une population estimée à 24,5 millions d'habitants<sup>6</sup> et un PIB nominal de 30,2 milliards de dollars des États-Unis<sup>7</sup> en 2016, le Cameroun occupe la première place aux plans démographique et économique de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Il se classe dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec un PIB par habitant de 1 375 dollars des États-Unis en 2016<sup>8</sup>.

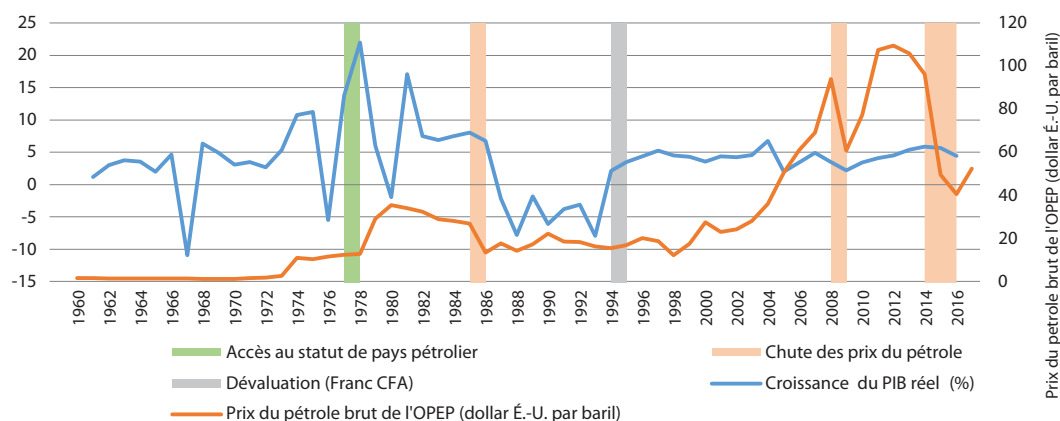
<sup>4</sup> Le Cameroun dispose de ressources naturelles variées et abondantes. Le pays possède près de 10 millions d'hectares de terres arables et d'un couvert forestier de 19 millions d'hectares (estimation FAO, 2014). Le climat et la végétation différenciés en font un pays dans lequel toutes les techniques d'agriculture (café, coton, cacao, maïs et manioc) et d'élevage les plus intensives peuvent prospérer. Le sous-sol regorge des minerais de fer, bauxite, nickel, cobalt et de rutile (DSCE, p. 51). Le seul potentiel hydroélectrique est estimé à 12 000 MW par an, soit plus de 10 fois le potentiel actuellement exploité (DSCE, p. 51). En y ajoutant les hydrocarbures en termes de pétrole et de gaz et les sites touristiques naturels, le Cameroun dispose des avantages comparatifs suffisants pour promouvoir une économie prospère à l'aide de son potentiel en ressources naturelles (DSCE, p. 51).

<sup>5</sup> Commission économique pour l'Afrique, 2016 ; Banque mondiale, 2015.

<sup>6</sup> World Population Review, 2018.

<sup>7</sup> Banque mondiale, 2017.

<sup>8</sup> Ibid.

**Figure 1: Croissance économique et événements clés (1960-2016)**

Source : Banque mondiale, 2017 ; Statista, 2018.

S'agissant des stratégies de développement passées et récentes, les années post-indépendance ont été caractérisées par la promotion de l'industrialisation au moyen de stratégies de substitution de produits nationaux aux importations. Le Cameroun a longtemps été cité comme un exemple de développement réussi avec un tissu industriel relativement diversifié dans une Afrique en crise, au point qu'on parlait de « modèle camerounais ». La croissance a été en moyenne de 7 % sur la période 1970-1985, avec des pics atteignant jusqu'à 20 % à partir de 1977, lorsque le pays acquiert le statut de pays pétrolier (figure 1). Puis survient la crise camerounaise en 1985 avec la chute drastique des cours du pétrole et la surévaluation du franc CFA, qui vont avoir un effet dévastateur sur les différentes recettes d'exportations du pays, les investissements étrangers et locaux, et la croissance<sup>9</sup>. Une récession s'ensuit pendant près de dix ans, marquée par la mise en œuvre successive de trois programmes d'ajustements structurels et la dévaluation de 50 % du franc CFA en janvier 1994, qui ont eu des coûts sociaux importants, mais ont néanmoins permis de relancer l'économie<sup>10</sup>. Cette dernière a, par la suite, bénéficié à partir de 1999 d'une hausse régulière des cours du pétrole qui s'est poursuivie pendant près d'une décennie. Les années 2000 sont dédiées à la poursuite de stratégies de réduction de la pauvreté et, en 2009, une vision de développement à long terme dénommée « Vision 2035 » est adoptée, avec pour ambition de conduire le pays à l'émergence à l'horizon 2035. Cette vision est actuellement opérationnalisée à travers le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) 2010-2020 en cours d'exécution, qui vise l'accélération de la croissance, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, à travers la résorption du déficit

<sup>9</sup> Brunel, 1989.

<sup>10</sup> Plusieurs études ont observé que l'effet de la dépréciation de la monnaie sur la production dans les pays en développement est mitigé car il impose à la fois des éléments expansionnistes et contractionnistes à l'activité économique (voir Krugman et Taylor, 1978, Rodrik et Shantayanan, 1991 ; Agénor, 1991). Dans une large mesure, les effets à court terme de la dévaluation par le biais des effets de changement des dépenses entraînent une hausse des prix des biens échangés, une chute des soldes monétaires réels et des taux de croissance négatifs (Klau, 1998).

infrastructurel et l'amélioration de la compétitivité du secteur productif<sup>11</sup>. Pour accélérer la mise en œuvre du DSCE, le chef de l'État a mis en place en 2014 un Plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance (PLANUT). Le Cameroun s'est également doté, en 2017, d'un nouveau Plan directeur d'industrialisation (PDI)<sup>12</sup>. L'objectif du PDI est de rompre avec la stratégie antérieure de développement basée sur les volumes des matières premières brutes exportées et la promotion des filières industrielles monopolistiques ; il mise sur l'agro-industrie, l'énergie et le numérique pour la restructuration de l'industrie camerounaise<sup>13</sup>.

Depuis le milieu des années 1990, le pays jouit d'une croissance positive, bien que relativement faible, et inférieure ces dernières années à la cible de 6 % fixée par le DSCE. La chute brutale des prix du pétrole en 2014 a entraîné des déséquilibres macroéconomiques importants. La croissance a ralenti, tout en demeurant appréciable à 4,5 % en 2016 contre 5,9 % et 5,7 % en 2014 et 2015 respectivement (figure 1). Les comptes extérieurs et publics se sont détériorés. Les ambitieux programmes d'investissements publics ont entraîné une augmentation de l'endettement sans toutefois compromettre sa soutenabilité<sup>14</sup>. Les réserves de change du Cameroun, qui représentent plus de la moitié de celles de la zone CEMAC, ont baissé de 5 à 3,4 mois de couverture des importations entre 2015 et 2016<sup>15</sup>. Ces difficultés économiques et budgétaires auxquelles le Cameroun et les autres pays de la CEMAC ont été confrontés ont conduit à l'adoption d'un programme d'ajustement structurel sous la tutelle du Fonds monétaire international (FMI) afin d'assurer la stabilité macroéconomique à court et moyen termes et regagner la confiance des investisseurs. Tout en réaffirmant leur engagement à restaurer un cadre macroéconomique sain, « qui ne nécessite pas selon eux un réajustement de la parité monétaire actuelle entre le franc CFA et l'euro »<sup>16</sup>, les chefs d'État des pays de la CEMAC ont exprimé lors des sommets extraordinaires du 23 décembre 2016 à Yaoundé et du 31 octobre 2017 à N'Djamena leur ambition de promouvoir la diversification économique pour plus de résilience. La croissance s'est établie à 4 % en 2017 et devrait grimper à 4,8 % en 2018<sup>17</sup>.

Malgré les avantages comparatifs importants offerts par l'abondance en ressources naturelles, le pays ne s'est pas doté de tous les moyens pour se rendre plus attractif et compétitif auprès des investisseurs et marchés internationaux. Le Cameroun a progressé de six places entre les classements 2016 et 2017<sup>18 19</sup> du rapport Doing Business, se hissant à la 166<sup>e</sup> place, mais

<sup>11</sup> Le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) a été récemment révisé afin de prendre en compte les priorités du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

<sup>12</sup> À ce propos, il faut souligner que le premier Plan directeur d'industrialisation a été abandonné quelque temps après son adoption en 1989. (PDI II, 2017, p. 17, dernier para).

<sup>13</sup> Ibid.

<sup>14</sup> Selon les données extraites du *Rapport définitif de surveillance multilatérale* de la CEMAC, le ratio de la dette publique rapporté au PIB nominal en 2016 est de 29,7 % et demeure inférieur au seuil de 70 % fixé par la CEMAC.

<sup>15</sup> Ibid.

<sup>16</sup> Jeune Afrique, 2016.

<sup>17</sup> Fonds monétaire international, 2017.

<sup>18</sup> Banque mondiale, *Doing Business*, 2016.

<sup>19</sup> Banque mondiale, *Doing Business*, 2017.



il fait toujours face à des contraintes sérieuses qui minent son environnement des affaires et freinent sa compétitivité. Selon l'indice de compétitivité mondiale 2017/2018, qui place le Cameroun au 116<sup>e</sup> rang mondial sur 137 pays classés, la corruption vient en tête des facteurs qui affectent l'environnement des affaires. Viennent ensuite, dans l'ordre, l'accès au financement, les taxes élevées, les régulations fiscales inadéquates, la qualité médiocre des infrastructures, l'inadéquation des compétences de la force de travail et les lourdeurs bureaucratiques, pour ne citer que ceux-là<sup>20</sup>.

Des efforts sont donc en cours depuis 2016 pour améliorer la situation. La septième concertation annuelle entre l'État et le secteur privé dans le cadre du Cameroun Business Forum (CBF), tenu en 2016 à Douala, avait donné lieu à l'adoption de 24 recommandations couvrant dix chantiers de réformes<sup>21</sup>. À la fin de l'année 2016, 75 % des recommandations avaient été exécutées<sup>22</sup>. Par ailleurs, une rencontre entre le secteur privé et l'État s'est tenue au mois de février 2018, à Douala, dont l'objectif était de permettre au secteur privé de jouer un rôle plus important dans la relance de la croissance à travers notamment la promotion de « champions nationaux »<sup>23</sup>.

La durabilité environnementale est essentielle pour soutenir durablement la croissance économique et accompagner le processus de transformation structurelle. À ce titre, les autorités camerounaises ont lancé depuis quelques années un vaste programme visant à améliorer et à augmenter la fourniture d'énergie électrique à travers la mise en valeur du grand potentiel hydroélectrique national, pour la fourniture d'énergie propre et renouvelable, et pour réduire les coûts de production. Plusieurs barrages et centrales hydroélectriques sont en chantier. Il s'agit notamment des barrages de Mekin (15 MW), de Lom Pangar (30 MW) et de Memv'eale, doté d'une puissance de 211 MW. Cependant, la capacité de production totale actuelle, 741 MW, ne représente qu'environ 6 % du potentiel hydroélectrique total du pays (12 000 MW)<sup>24</sup>.

L'intégration régionale représente un enjeu de taille pour le Cameroun. Partageant des frontières avec six pays, c'est un territoire de transit pour le Tchad et la République centrafricaine, qui sont sans littoral. Le Cameroun est membre de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la CEMAC. Son appartenance à la CEMAC le soumet à un mécanisme de surveillance multilatérale des politiques budgétaires axé sur quatre critères de

<sup>20</sup> World Economic Forum, *Global Competitiveness Index*, 2018.

<sup>21</sup> Ces chantiers de réformes sont : i) la création d'entreprises ; ii) le permis de construire ; iii) l'accès à l'électricité ; iv) l'accès à la propriété ; v) la facilitation du commerce transfrontalier ; vi) les litiges commerciaux et l'exécution des contrats ; vii) l'inspection ; viii) la promotion des investissements ; ix) l'accès au crédit et au financement ; et x) le paiement des impôts.

<sup>22</sup> Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques et Programme des Nations Unies pour le développement, 2017.

<sup>23</sup> Voir Nyobia, 2018.

<sup>24</sup> Conseil mondial de l'énergie, 2018 et Banque mondiale, 2015.

convergence<sup>25</sup> visant à assurer la stabilité macroéconomique. Le Sommet extraordinaire des chefs d'État de la CEMAC du 31 octobre 2017 a décidé de la libre circulation des personnes et des biens au sein de la zone, en vue de la facilitation du commerce intra-régional. Cet élargissement des marchés devrait bénéficier au Cameroun, qui est le pays le mieux intégré de la zone CEEAC<sup>26</sup>. L'avènement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) constitue une opportunité additionnelle pour accélérer la transformation structurelle du pays.

Parmi les principaux défis et risques de ralentissement du processus de transformation structurelle, il faut noter les possibilités de demeurer dans un équilibre macroéconomique faible, caractérisé par des taux de croissance relativement bas et fluctuants, en raison d'une gestion économique inappropriée; d'un climat des affaires peu favorable à la promotion de l'investissement et à la création d'emplois décents, des tensions sécuritaires dans le nord du pays, de la crise humanitaire induite par l'afflux de nombreux réfugiés en provenance de la République centrafricaine et du Tchad, ainsi que de la crise socio-politique dans les régions anglophones, au nord-ouest et au sud-ouest du pays.

---

<sup>25</sup> Ces quatre critères de convergence sont : i) un solde budgétaire de base positif ou nul ; ii) un taux d'inflation annuel inférieur à 3 % ; iii) un taux d'endettement public (intérieur et extérieur) inférieur ou égal à 70 % du PIB ; et iv) une non-accumulation par l'État d'arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion courante.

<sup>26</sup> Source : *Rapport 2016 de l'Indice de l'intégration régionale en Afrique*. Cet indice évalue notamment l'intégration commerciale, productive et les infrastructures régionales. Voir Commission de l'Union africaine, Banque africaine de développement et Commission économique pour l'Afrique, 2016.

# 3



## Production

### 3.1 Diversification

Le PIB camerounais a connu des changements inter- et intra-sectoriels mitigés sur les deux dernières décennies, marqués notamment par un rétrécissement des activités manufacturières et une progression des BTP et de certaines activités modernes du secteur tertiaire. Au niveau du secteur secondaire, les activités extractives et les industries manufacturières se sont rétractées d'un point et de trois points respectivement par rapport à leur taille moyenne de 2000-2009, s'établissant à 8 % et 15 % du PIB sur la période 2010-2016 (figure 2). Ces chutes s'expliquent entre autres par la baisse drastique des prix et de la demande du pétrole et d'autres produits agricoles exportés par le Cameroun, qui est intervenue autour de 2014, et par les contrecoups de la crise financière internationale de 2009 qui a miné la croissance économique de certains partenaires commerciaux du pays, notamment l'Union européenne et la Chine. Les BTP ont connu une expansion remarquable ces dernières années, grâce, entre autres, à la construction de diverses infrastructures routières dans le cadre du PLANUT<sup>27</sup> afin de désenclaver les bassins de production agricole, pastorale et touristique (figure 2).

Comptant pour près d'un quart du PIB, le secteur primaire est un pilier important de l'économie, grâce dans une large mesure à l'agriculture. Cette dernière a connu une avancée substantielle pendant les dix dernières années, avec un doublement de la production de plusieurs produits<sup>28</sup>. Cette performance s'explique notamment par les investissements réalisés dans la filière cacao/café, la mécanisation, la distribution de plants et de semences à haut rendement, et le renforcement de l'encadrement des producteurs<sup>29</sup>. L'exploitation forestière a également connu une expansion, imputable aux efforts de l'État pour davantage de transformation locale du bois. À titre illustratif, on peut citer le Programme national d'appui à la transformation des produits forestiers (PNATPF)<sup>30</sup>, et l'engagement de l'État

<sup>27</sup> Plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance (programme présidentiel en vue de l'accélération de la réalisation des objectifs du DSCE).

<sup>28</sup> Il s'agit des céréales (1,7 à 3,3), de l'huile de palme (0,18 à 0,35), du coton (0,27 à 0,40), du cacao (0,14 à 0,28), et du café (0,05 à 0,093) ; les données sont exprimées en millions de tonnes.

<sup>29</sup> Institut national de la statistique, 2017.

<sup>30</sup> En 2014/2015, le Gouvernement a mis en place le Programme national d'appui à la transformation des produits forestiers (PNATPF), doté d'une enveloppe de 13,7 milliards de FCFA en vue de promouvoir la création de petites

à consacrer 40 % de la commande publique en mobilier de bureau aux entreprises locales<sup>31</sup>. L'économie est fortement tertiaisée (à plus de 50 %) et minée par les activités informelles, avec le sous-secteur commerce et autres qui, à lui seul, compte pour un cinquième du PIB<sup>32</sup>. Des changements intra-sectoriels positifs s'opèrent toutefois, avec une expansion progressive des services modernes comme les banques et organismes financiers dont la taille a plus que triplé en dix ans (2,8 % du PIB en 2016). Le secteur tertiaire est le plus dynamique en matière de contribution à la croissance économique. En 2016, il a compté pour 2,5 points sur les 4,5 % de croissance enregistrés.

**Les capacités d'absorption limitées et l'insuffisance de la mobilisation des ressources internes freinent l'accroissement des investissements publics et la croissance du pays.** La consommation privée des ménages est la principale source de la croissance<sup>33</sup>. Elle absorbe plus des deux tiers du PIB. Le taux d'investissement a augmenté ces dernières années mais demeure relativement bas à moins d'un quart du PIB (figure 3). À titre comparatif, en Chine, dans les années 60, lorsque le pays a amorcé sa série de taux de croissance à deux chiffres, le taux d'investissement atteignait 39 %. En fait, le Cameroun souffre d'une sous-consommation des crédits alloués aux projets d'investissement public, que le Gouvernement tente depuis peu de pallier à travers un renforcement des processus de préparation, de maturation et d'exécution des projets. Par ailleurs, le pays compte plus de 1 000 milliards de FCFA d'impôts non recouverts en fin 2016<sup>34</sup>, traduisant des lacunes sérieuses dans la mobilisation des ressources internes. À ce propos, le Gouvernement a émis en mars 2018 des signaux forts en matière de lutte contre les détournements de deniers publics à travers la relance de l'opération Épervier<sup>35</sup>, qui a conduit à l'arrestation de hauts cadres de l'administration publique. Pour mitiger les problèmes de quantité des ressources budgétaires, le Gouvernement essaie d'accroître la qualité de la dépense publique et de l'investissement pour l'accélération de la croissance économique. Les appuis effectués dans les filières cacao et bois en vue d'une hausse du taux de transformation de ces produits s'inscrivent dans ce sens.

**La part des exportations dans le PIB est en légère hausse<sup>36</sup> et le pays dispose d'une multitude de produits exportés ce qui traduit une certaine diversification économique, mais cette dernière est plutôt horizontale et entretient la vulnérabilité aux chocs externes<sup>37</sup>.** Les produits pétroliers bruts (35 %) et raffinés (12 %) dominent les recettes d'exportation et fournissent près d'un quart des recettes budgétaires, alors qu'ils représentent à peine 5 % du

---

unités capables de transformer le bois.

<sup>31</sup> Investir au Cameroun, 2015.

<sup>32</sup> Figure 2.

<sup>33</sup> La consommation des ménages est responsable de 2,5 points sur les 4,5 % de croissance économique de 2016.

<sup>34</sup> Ministère des finances camerounais, 2017.

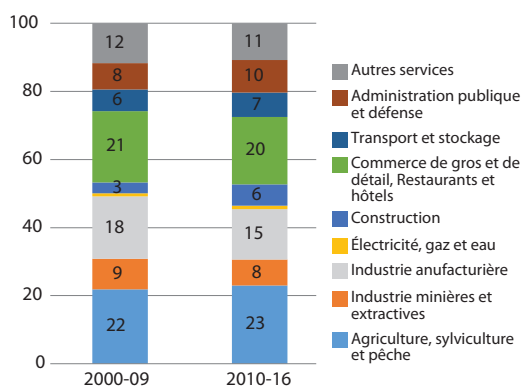
<sup>35</sup> Une initiative pour la réduction de la corruption et des malversations au sein de l'administration publique, et pour une amélioration de la gouvernance.

<sup>36</sup> Voir figure 3.

<sup>37</sup> La diversification horizontale se rapporte à l'élargissement du portefeuille d'exportation en proposant de nouveaux produits sans que ceux-ci ne soient beaucoup plus différenciés ou sophistiqués que ceux qui existent, tandis que la diversification verticale se rapporte à plus de transformation des produits existants.

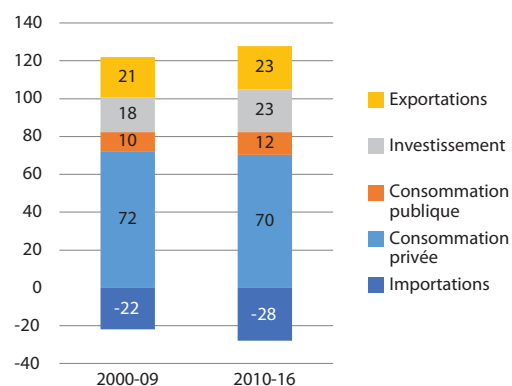
PIB. La dépendance du Cameroun aux produits pétroliers est toutefois de loin inférieure à celle observée dans les autres pays de la zone CEMAC, où le pétrole représentait entre 82 % (au Tchad) et 97 % (en Guinée équatoriale) des recettes totales d'exportation en 2014<sup>38</sup>. Au Cameroun, après le pétrole viennent, et en bien moindre proportion, les exportations de produits de l'agriculture de rente et les fruits et légumes, notamment le café, le cacao, le thé, les épices et la banane (12 %) et le bois brut ou scié (10 %) (figure 4). La faible part de l'industrie agro-alimentaire dans les exportations, qui n'est que de 4 %, suggère que la production agricole qui est transformée localement reste infime. En ce qui concerne le cacao, par exemple, le taux de transformation est de 15 % actuellement. Dans la filière bois, la

**Figure 2: Composition de la valeur ajoutée brute (VAB) (%)**



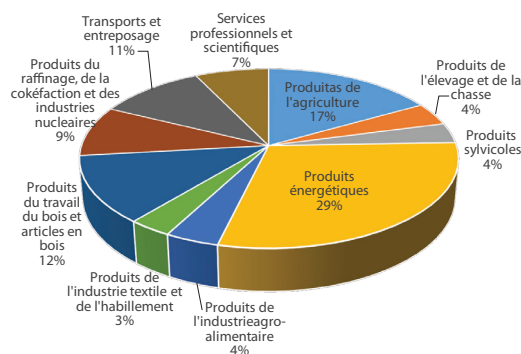
Source : Institut national de la statistique, 2016.

**Figure 3: Composition du PIB (%)**



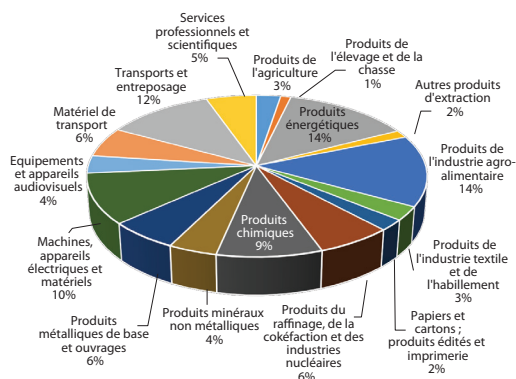
Source : Institut national de la statistique, 2016.

**Figure 4: Exportations de marchandises (2011-2016, %)**



Source : Institut national de la statistique, 2017

**Figure 5: Importations de marchandises (2011-2016, %)**



Source : Institut national de la statistique, 2017.

<sup>38</sup> Fonds monétaire international, 2017.

transformation locale est également faible puisque sur les 160 unités de transformation locale de bois qui existent dans le pays, 77 % se limitent à la première transformation, 16 % à la deuxième et 7 % à la troisième<sup>39 40</sup>. Parmi les produits exportés, on retrouve aussi des fibres textiles, du caoutchouc, des métaux non-ferreux, etc.<sup>41</sup>. Au titre des importations, les postes les plus gros sont l'industrie agro-alimentaire (14 %), les produits énergétiques (14 %), le matériel de transport (12 %) et les machines (10 %) (figure 5). Le Cameroun exporte donc majoritairement des produits bruts et importe des biens transformés, ce qui l'expose à la volatilité des prix internationaux et à des déséquilibres de la balance commerciale. En effet, à partir de 2014, en plus de la chute drastique des recettes pétrolières, de nombreuses autres matières premières dont le cacao, le bois, le coton et l'aluminium ont enregistré des chutes de prix et, conséquemment, de recettes<sup>42</sup>.

### 3.2 Liens

**Bien que toujours insuffisante, la transformation locale des produits de base est à la hausse et les destinations des produits camerounais se diversifient. Mais tout cela n'a pas encore conduit à une sophistication substantielle des exportations.** En effet, la proportion des matières premières dans le total des exportations a baissé de 8 points sur la période 1995-2009 et les proportions des biens de consommation finale et des biens en capital ont toutes deux triplé. Pour autant, la proportion des produits exportés sous forme de biens intermédiaires a légèrement baissé ; et deux tiers des exportations partent toujours à l'état brut, sans transformation (figure 6). Les premières destinations des exportations camerounaises sont la Chine et l'Inde, qui arrivent désormais avant les partenaires traditionnels de l'Union européenne<sup>43</sup>. Cependant, la conquête de ces nouveaux marchés n'a pas été assortie de sophistication accrue des produits exportés, qui favoriserait l'émergence de compétences et technologies proches de celles utilisées pour la fabrication des produits les plus prisés sur les marchés internationaux.

D'un autre côté, l'examen de l'évolution de la structure des importations met en évidence une hausse de l'importation des biens de consommation finale (figure 7), suggérant au moins deux choses. Premièrement, qu'une demande locale existe et demeure insatisfaite par les investisseurs locaux aussi bien qu'étrangers. Deuxièmement, que les efforts de transformation locale observés visent plutôt les marchés extérieurs que le marché national. Ils n'ont pas encore permis d'impulser une plus grande consommation locale des biens produits localement, qui contribuerait à une expansion plus rapide du tissu industriel et à une baisse de la facture des importations. Cette hausse des importations des biens finals, qui sont du reste non productif, se fait au détriment des importations de biens d'équipement pourtant nécessaires à l'accroissement des capacités productives du pays, et des importations des

<sup>39</sup> Cameroun-report, 2017.

<sup>40</sup> Investir au Cameroun, 2015.

<sup>41</sup> Institut virtuel de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 2017.

<sup>42</sup> Institut national de la statistique, 2016.

<sup>43</sup> Source : Observatory of Economic Complexity (OEC), les chiffres correspondent à l'année 2015.

biens intermédiaires qui ont un haut potentiel à favoriser le transfert et le développement technologiques. La figure 7 indique en effet une baisse des importations de ces deux catégories de biens.

Pour le moment, les activités de transformation sont marquées par une forte présence d'entreprises étatiques, ce qui ne favorise pas nécessairement l'arrivée de nouveaux acteurs susceptibles d'introduire plus d'innovation, et contribuer à l'accroissement de la productivité, de la compétitivité<sup>44</sup>, de la sophistication et de la transformation. Par exemple, il est établi que pour les nouvelles entreprises exportatrices, la probabilité de survie après un an d'existence est de 30 %<sup>45</sup> au Cameroun, soit un niveau plus faible qu'au Ghana et en Côte d'Ivoire, par exemple, pays exportateurs de cacao comme le Cameroun<sup>46</sup>. À ce propos, le démantèlement des droits à l'importation prévu sur environ 80 % des produits importés de l'Union européenne en raison de l'Accord de partenariat économique entré en vigueur en 2016, est un processus à surveiller de près afin d'éviter qu'il réduise davantage la probabilité de survie des producteurs et exportateurs locaux par le bais d'une concurrence insoutenable.

On observe une fragmentation croissante de la production camerounaise avec davantage d'intégration en amont aux chaînes de valeur mondiales. En effet, le contenu en valeur ajoutée étrangère des exportations camerounaises a presque doublé depuis les années 90, e qui montre un recours accru à des intrants importés<sup>47</sup> (figure 8). Ceci correspond à une intégration en amont aux chaînes de valeur mondiales. Il est nécessaire de promouvoir une plus forte intégration en aval, soit un accroissement de l'utilisation de produits camerounais relativement sophistiqués dans les processus de production du reste du monde. Pour cela, le pays a besoin d'intensifier la production de biens intermédiaires qui peuvent lui donner des avantages concurrentiels sur les marchés mondiaux. Des politiques de contenu local ciblées, visant à associer les firmes étrangères au renforcement des ressources humaines locales et à une meilleure utilisation des intrants locaux, pourraient y contribuer. Pour le moment, en dehors de l'obligation faite aux firmes étrangères d'investir 25 % des revenus générés au Cameroun, et l'obligation d'exporter toute la production pour bénéficier des avantages des zones franches créées depuis 1990, il semble qu'il n'existe pas d'incitations à l'utilisation de contenu local. Aussi, ces zones franches n'ont pas été muées en véritables zones industrielles capables de favoriser des transferts de connaissances entre firmes étrangères et locales

**L'examen de l'espace produit<sup>48</sup> du Cameroun révèle l'existence d'un potentiel significatif à stimuler la sophistication des exportations du pays.** Selon l'indice de complexité économique

<sup>44</sup> Exemples : SODECOTON pour le coton, SEMRY et UNVDA pour le riz ; SODECAO pour le cacao ; et PALMOL pour l'huile de palme.

<sup>45</sup> Leur chance de demeurer en activité après un an d'existence est de 30 %.

<sup>46</sup> Banque mondiale (2016).

<sup>47</sup> Comparativement aux autres pays d'Afrique centrale, toutefois, les exportations camerounaises consomment relativement moins d'intrants venus d'ailleurs.

<sup>48</sup> L'espace produit explore le potentiel d'exportation futur des pays.

de l'OECD<sup>49</sup>, le Cameroun présente un avantage comparatif avéré pour l'exportation d'au moins 68 produits<sup>50</sup>, ce qui signifie que le pays affiche un potentiel à accroître ses parts de marché mondiales pour ces produits. Nombreux parmi eux peuvent contribuer à accroître le niveau de sophistication du portefeuille d'exportation du pays. À titre d'illustration, la demande mondiale de fertilisants chimiques est en hausse<sup>51</sup>, elle s'est élevée à 73 milliards de dollars sur la période 2010-2012 et le Cameroun a exporté 5.6 millions de dollars de ce produit sur la même période, captant ainsi une certaine part de marché dans un produit présentant un niveau indéniable de sophistication. De nombreux autres produits prometteurs existent, comme les produits pneumatiques issus du caoutchouc, les produits chimiques, des dérivés du papier, etc.<sup>52</sup>.

En 2015, le Cameroun s'est classé 113e économie d'exportation la plus importante au monde et 92e économie la plus complexe<sup>53</sup>. À ce propos, la figure 9, qui illustre l'espace produit du Cameroun, permet de voir que certains produits d'exportations camerounais sont très proches du noyau dense apparaissant au centre graphique. Ce noyau représente des produits hautement sophistiqués disponibles sur les marchés mondiaux, qui peuvent générer des opportunités de diversification des exportations. La proximité des produits d'un pays à cette partie dense détermine la vitesse de transformation structurelle du pays<sup>54</sup>. Elle montre en effet que le pays dispose d'un ensemble de compétences et de technologies qui pourraient avoir des externalités positives pour la production d'autres produits plus sophistiqués, et plus demandés à l'étranger. La même figure permet de voir cependant que le pétrole et les produits agricoles et forestiers, qui forment actuellement les principales exportations du Cameroun, sont plutôt en périphérie du noyau dense, soulignant la relative simplicité de leurs processus de production respectifs.

<sup>49</sup> Observatory of Economic Complexity (OEC).

<sup>50</sup> Données de l'OECD (2017).

<sup>51</sup> Elle a augmenté de 12 % sur la période 2007-2012.

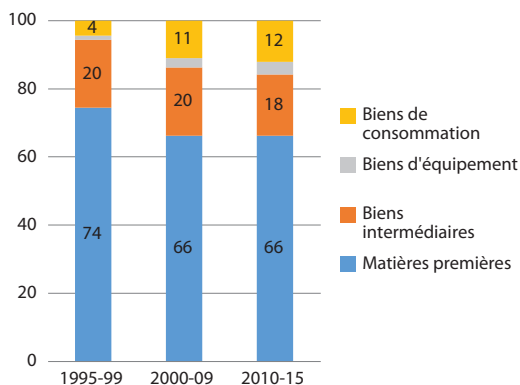
<sup>52</sup> Données de l'OECD (2017).

<sup>53</sup> La complexité se rapporte ici aux compétences et technologies utilisées dans les processus de production des différents produits exportés par les pays.

<sup>54</sup> Elle détermine en fait la probabilité d'obtenir les externalités physiques, humaines et institutionnelles de produire un produit similaire ou de passer à un nouvel espace produit. En termes d'existence de liens ou similitudes entre les compétences requises pour la production des produits contenus dans le portefeuille d'exportation du pays. La nature des compétences qui existent dans le pays permet de déterminer la capacité du pays à s'orienter rapidement vers la production des biens sophistiqués les plus demandés sur le marché mondial.

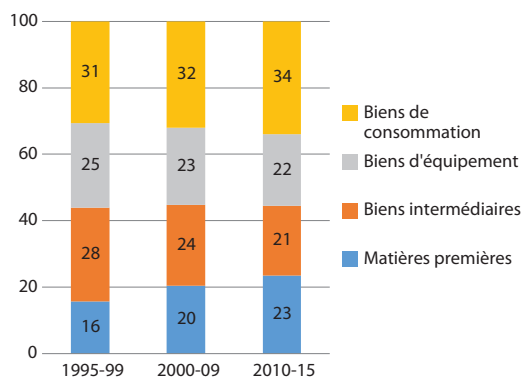


**Figure 6:** Exportations de marchandises selon l'utilisation finale (%).



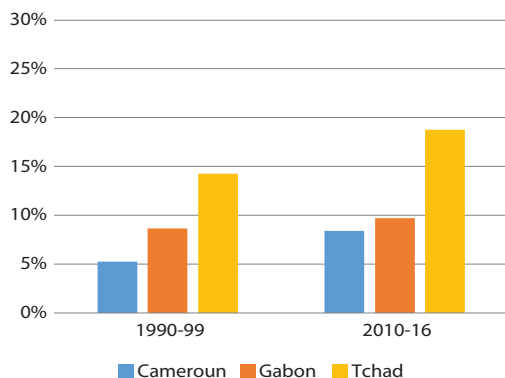
Source : Division de statistique, 2017a ; Banque mondiale, 2017

**Figure 7:** Importations de marchandises selon l'utilisation finale (%)



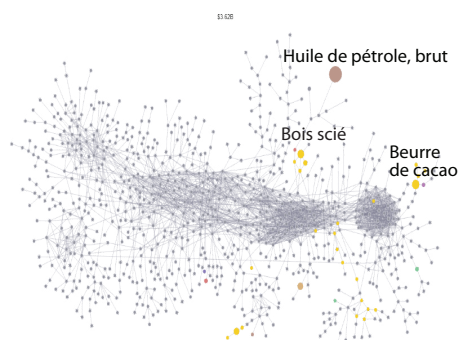
Source : Division de statistique, 2017a ; Banque mondiale, 2017.

**Figure 8:** Valeur ajoutée étrangère (% d'exportations)



Source : BAD, OCDE et PNUD, 2014.

**Figure 9:** Espace produit (exportations, 2016)



Remarque : la taille du nœud représente les valeurs d'exportation

Source : Center for International Development, 2016.

### 3.3 Technologie

Les flux d'investissement direct étranger (IDE) demeurent fortement concentrés dans le secteur extractif, ce qui n'est pas propice au développement de la technologie, des compétences techniques, organisationnelles et managériales de la main-d'œuvre locale, de la sophistication des produits, ni à la création d'emplois décents. Des d'IDE orientés vers les secteurs à forte intensité de main d'œuvre tels que les manufactures favorisent un large transfert de savoir-faire et, partant, une amélioration des compétences locales. Les flux d'IDE au Cameroun ont été en moyenne de 1,2 et 0,9 milliards de dollars par an pendant les périodes 2003-2017 et 2015-2017<sup>55</sup>, marquant ainsi une tendance baissière ces dernières années, en lien avec la baisse de différentes matières premières exploitées au Cameroun, y compris le pétrole. Les IDE proviennent majoritairement de l'Union européenne et sont fortement orientés vers les activités extractives, même si l'intérêt pour ces dernières est en baisse. En effet, le pétrole et les métaux ont accueilli 68 % du total des IDE pour la période 2000-2009, mais seulement 51 % pour la période 2010-2017<sup>56</sup>. À l'opposé, les produits de l'alimentation et le tabac deviennent plus prisés : ils ont attiré 20 % des IDE ces dernières années contre 1 % la décennie précédente<sup>57</sup>. Des progrès substantiels sont toutefois à faire si l'on considère, par exemple, qu'en Éthiopie, 58 % des IDE ciblent le secteur manufacturier. Les activités de construction et de communication ont aussi accru leurs parts respectives d'IDE, qui sont désormais de 4 % (figure 10) contre environ 1 % la décennie précédente.

Les IDE ont toujours été relativement bas au regard du potentiel de l'économie<sup>58</sup>, s'élevant à 1,3 % du PIB sur la période 1991-2016, et à 0,4 % en 2016. À titre comparatif, en 2016, le même ratio est de 4,8 % pour l'Éthiopie et de 1,4 % pour la Côte d'Ivoire<sup>59</sup>. Cette faiblesse relative des IDE suggère une inefficacité des mesures incitatives proposées par le Gouvernement pour les attirer<sup>60</sup> ; cette suggestion est en outre confortée par le fait que, à part le domaine de l'agro-alimentaire, les IDE ne vont pas encore dans les autres secteurs prioritaires d'investissement identifiés par le Gouvernement à savoir le transport, le tourisme et le développement rural<sup>61</sup>.

<sup>55</sup> Financial Times, 2017.

<sup>56</sup> Figure 10 et données du Financial Times (2017).

<sup>57</sup> Source : <https://en.portal.santandertrade.com/establish-overseas/cameroon/investing>.

<sup>58</sup> Richesse en diverses ressources : agricoles, forestières, minières.

<sup>59</sup> Banque mondiale, 2017.

<sup>60</sup> Depuis 1990, le code des investissements a été adopté. Le pays offre des incitations identiques pour les investisseurs nationaux et étrangers ; il autorise le rapatriement des revenus et des capitaux (25 % doit être investi au Cameroun) et l'indemnisation en cas d'expropriation ; protège les droits de propriété ; est ouvert à l'arbitrage international pour la résolution des conflits ; offre diverses exonérations fiscales. Des zones de libre-échange ont été créées, où toute entreprise peut s'installer, à condition que sa production est destinée exclusivement à l'exportation.

<sup>61</sup> Les secteurs prioritaires d'investissement identifiés par le PDI sont des transports, tourisme, agro-industrie, développement rural.

**La part des industries manufacturières à moyenne ou haute intensité technologique dans la valeur ajoutée totale demeure relativement faible en comparaison du statut de pays émergent auquel le pays aspire.** Elle stagne à 8 % depuis des années<sup>62</sup>, comparativement à des niveaux actuels de 24 % pour l'Afrique du Sud ou de 41 % pour la Chine, qui sont des pays émergents. Une diversification vers des industries plus sophistiquées est possible selon la revue de l'espace produit menée plus haut, et les figures 11 et 13 montrent que des progrès encourageants ont été réalisés dans ce sens, avec une certaine augmentation de la proportion des biens à moyenne et haute intensité technologique dans les exportations totales. La promotion des IDE non miniers et la mise en œuvre de stratégies commerciales qui cibleraient mieux les biens importés en privilégiant les biens intermédiaires, pourraient contribuer à accroître la productivité et le développement technologique<sup>63</sup>. Sur la période 2010-2015, moins d'un quart (21 %) des biens importés par le Cameroun étaient de la catégorie des biens intermédiaires (figure 7). Ce ratio est bien en-deçà des pratiques observées en 2014 dans des pays émergents comme la Chine (82 %), la Malaisie (75 %), le Brésil (62 %) et l'Inde (61 %)<sup>64</sup>.

**Le système productif du pays demeure peu polluant, à l'instar du continent, en raison du faible niveau d'industrialisation.** En 2013, l'Afrique subsaharienne et le Cameroun avaient des taux d'émission de CO<sub>2</sub> de 0,9 et 0,3 tonnes par habitant respectivement, soit des niveaux infimes par rapport à ceux de 5,0 au niveau mondial et de 7,6 pour la Chine. Si ce chiffre est resté dans des proportions très petites, il est important de noter qu'il a triplé pour le Cameroun par rapport à son niveau de 1990. Ceci est en phase avec la hausse drastique de l'intensité énergétique dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture (figure 12), et est certainement lié à la hausse de la transformation locale. Le fait d'être à un stade précoce de son processus d'industrialisation donne au Cameroun la possibilité de promouvoir des technologies et des énergies permettant une industrialisation verte qui préserve les équilibres environnementaux<sup>65</sup>.

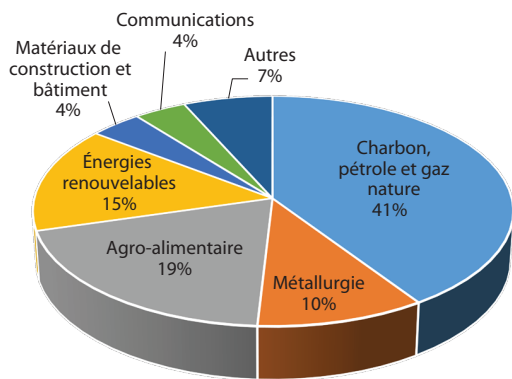
<sup>62</sup> Ceci n'est pas surprenant au regard de la composition actuelle des exportations qui sont peu transformées et de la concentration des IDE dans le secteur minier.

<sup>63</sup> Voir Keller, 2000 ; Fernandes, 2007 ; Amiti et Konings, 2007 ; Topalova et Khandelwal, 2011.

<sup>64</sup> Ibid et Banque mondiale, 2017.

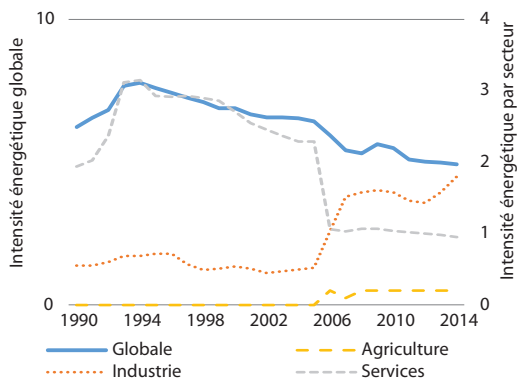
<sup>65</sup> Commission économique pour l'Afrique (CEA) et al., 2017.

**Figure 10: IDE par secteur (1990-2015, %)**



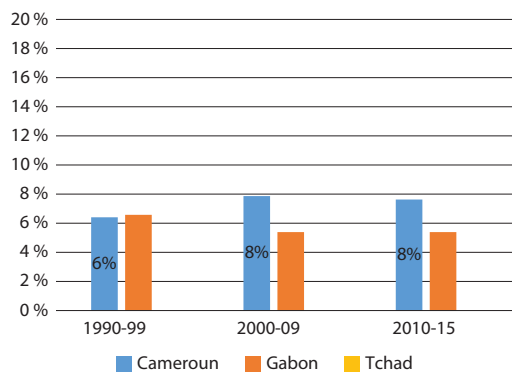
Source : Financial Times, 2017.

**Figure 12: Intensité d'énergie (MJ/unité de PIB)**



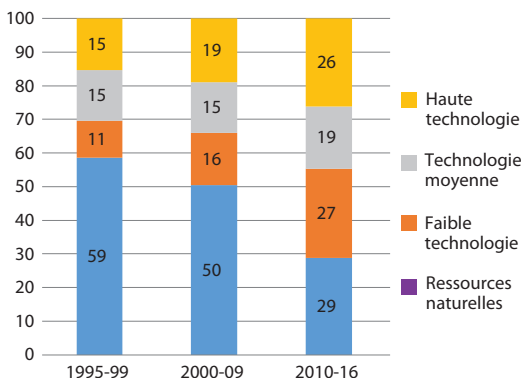
Source : International Energy Agency et Banque mondiale, 2017.

**Figure 11: Moyenne et haute technologie dans la valeur ajoutée manufacturière (VAM) (%)**



Source : ONUDI, 2017.

**Figure 13: Exportations de biens manufacturés par niveau de technologie (%)**



Source : CNUCED, 2017.

### 3.4 Résumé

Avec notamment un rétrécissement des activités manufacturières, les changements récents observés dans la structure du PIB sont mitigés et peu propices à accroître les recettes budgétaires et d'exportation nécessaires à l'investissement productif, à la croissance économique, à la création d'emplois et à l'amélioration des niveaux de vie. Du côté de l'offre, le secteur tertiaire, dominé par les activités informelles, demeure le plus gros contributeur à la croissance du PIB tandis que du côté de la demande, cette place revient à la consommation privée des ménages, devant les investissements dont la quantité, la qualité, et l'impact sur la croissance sont affectés par des capacités limitées de montage de projets et d'absorption des ressources qui leur sont allouées, et par l'insuffisance de la mobilisation des ressources. Le

pays exporte une multitude de produits traduisant une certaine diversification économique, mais cette dernière est plutôt horizontale, concentrée sur les matières premières des secteurs extractif et primaire, entretenant une vulnérabilité aux chocs externes. La transformation locale des produits de base est toutefois à la hausse et les destinations des produits camerounais se diversifient. Pour autant, la sophistication substantielle des exportations qui stimulera l'intégration en aval aux chaînes de valeur mondiales à travers la production de biens intermédiaires spécifiques se fait attendre, malgré l'existence du potentiel important révélé par l'analyse de l'espace produit du pays. Le contenu technologique des exportations demeure faible, ce qui n'est pas surprenant puisque les canaux classiques tels que les IDE et l'importation de biens intermédiaires, qui sont susceptibles de promouvoir le développement technologique et les capacités organisationnelles, sont sous-exploités. Les produits chimiques, les engrais, les pneumatiques et le papier sont des produits à considérer dans la stratégie d'industrialisation du pays.

# 4



## Emploi

### 4.1 Productivité du travail

L'amélioration de la productivité est essentielle pour permettre l'augmentation des revenus et l'amélioration du niveau de vie des travailleurs et de la population. Certains auteurs définissent la transformation structurelle comme étant le déplacement du travail et des autres facteurs de production des secteurs à faible productivité vers les secteurs à haute productivité. Les déplacements intersectoriels de la main-d'œuvre qui favorisent une hausse de la productivité sont considérés comme le signe d'une transformation structurelle positive (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2016).

**Au Cameroun, la structure de l'emploi n'a pas enregistré de changements majeurs pendant presque deux décennies et demeure caractérisée par une concentration dans le secteur primaire et une très forte informalisation.** On note une légère baisse de la proportion des travailleurs dans tous les secteurs à l'exception des manufactures, traduisant un léger déplacement du facteur travail vers ces dernières (figure 14). Malgré cela, l'agriculture continue d'abriter plus des quatre cinquièmes des travailleurs et l'industrie pourvoit toujours peu d'emplois, accueillant moins du dixième des travailleurs. Les services fournissent moins de 7 % des emplois en dépit de leur forte contribution à la croissance du PIB. À travers les secteurs primaire et tertiaire, l'emploi informel occupe près de neuf dixièmes des actifs occupés<sup>66</sup>. L'informalisation accrue de l'économie a été alimentée par la hausse du chômage et la réduction des salaires que des faits historiques comme l'austérité des plans d'ajustement structurel des décennies 1980-1990 et d'autres mauvaises conjonctures économiques ont favorisé. À cela il faut ajouter les contraintes énumérées dans la section contexte (corruption, difficultés d'accès au financement, taxes élevées, régulations fiscales inadéquates, qualité des infrastructures, inadéquation des compétences de la force de travail, lourdeurs bureaucratiques) qui continuent de plomber l'environnement des affaires, et les coûts élevés de production, surtout de l'énergie, qui découragent l'insertion des actifs dans le secteur formel<sup>67</sup>.

<sup>66</sup> Institut national de la statistique, 2015.

<sup>67</sup> Dibangui, 2010 ; République du Cameroun, Plan directeur d'industrialisation du Cameroun, 2017.

**De grandes disparités inter- et intra-sectorielles existent en matière de productivité du travail, l'agriculture et les industries manufacturières se distinguant par des niveaux particulièrement bas.** Les activités extractives ont un niveau de productivité sans commune mesure avec tous les autres secteurs, la valeur ajoutée par travailleur dans cette branche étant sept cent fois supérieure à celle dans l'agriculture (figure 15). Ensuite, les BTP et les activités de commerce, la restauration et l'hôtellerie sont les activités ayant les niveaux les plus élevés. À l'opposé, l'agriculture, qui occupe la majorité de la population active, est aussi la branche dont la productivité est la plus faible (figure 15). Par ailleurs, la productivité du travail est relativement faible dans les manufactures.

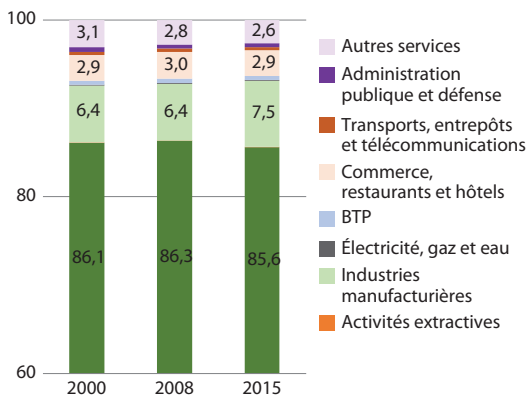
**Avec cette faiblesse de la productivité manufacturière, les déplacements des travailleurs, qui ont eu lieu du secteur agricole et des autres secteurs vers les activités manufacturières n'ont pas généré de gains de productivité significatifs** (figure 16). La modeste hausse de productivité du travail a été possible grâce aux progrès enregistrés à l'intérieur des secteurs plutôt qu'aux déplacements intersectoriels des travailleurs. On assiste à une baisse progressive de la contribution de ces déplacements intersectoriels aux gains de productivité (cette contribution a baissé de 0,1 % et de 0,2 % sur les deux dernières décennies (figure 17). Ceci met en exergue l'inefficacité du processus de transformation structurelle. En outre, il est utile de noter que la productivité est en train de s'accroître plus lentement dans le secteur manufacturier (+1,4 %) que dans l'agriculture (+5,5 %) et les services (7 %) pour la branche transports, entreposages et communications). De manière générale, ces gains de productivité intra-sectoriels, visibles à la figure 17, sont à saluer. Les progrès dans le secteur primaire sont imputables aux efforts récents déployés par le Gouvernement pour appuyer la production et la transformation locale de cacao et du bois entre autres, tandis que ceux au niveau des services sont en lien avec l'accroissement des IDE dans la communication. Les manufactures sont généralement appréciées pour leur capacité à créer des emplois décents en nombre élevé. Cependant si, comme la théorie classique le suggère, les travailleurs sont rémunérés à hauteur de leur productivité, les tendances et chiffres actuels en matière de productivité et de rythme des progrès impliquent qu'au Cameroun, les actifs du secteur agricole seraient bientôt plus enclins à aller dans les services (qui seraient plus rémunérateurs) qu'à se déplacer vers les manufactures. Or les services sont relativement peu pourvoyeurs d'emplois.

**Ceci souligne la nécessité de promouvoir un accroissement général de la productivité dans tous les secteurs, en particulier dans l'agriculture et les manufactures, si l'on veut que la transformation structurelle s'accélère et qu'elle s'accompagne de création d'emplois décents.** À ce propos, les principales causes de la faible productivité de l'agriculture en Afrique subsaharienne et au Cameroun sont le manque d'utilisation d'engrais et de semences améliorées, le manque d'irrigation, les politiques souvent inadaptées, la pression démographique, le changement climatique et le manque d'investissements dans les infrastructures agricoles<sup>68</sup>. La faible productivité des entreprises dans les secteurs secondaire et tertiaire tient, entre autres,

<sup>68</sup> Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), 2013.

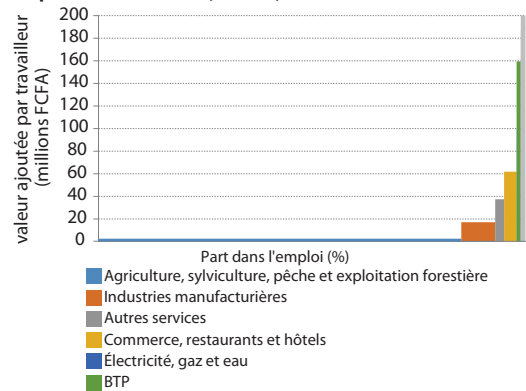
de la prépondérance des activités informelles et de l'environnement des affaires déficient, qui se caractérise par une force de travail inadéquatement formée<sup>69 70</sup>.

**Figure 14: Emploi par secteur (%)**



Source : Bureau international du Travail, 2018.

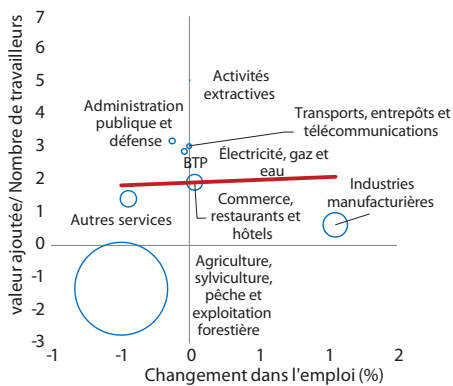
**Figure 15: Part dans l'emploi et productivité\* (2015)**



Source : Bureau international du Travail, 2018.

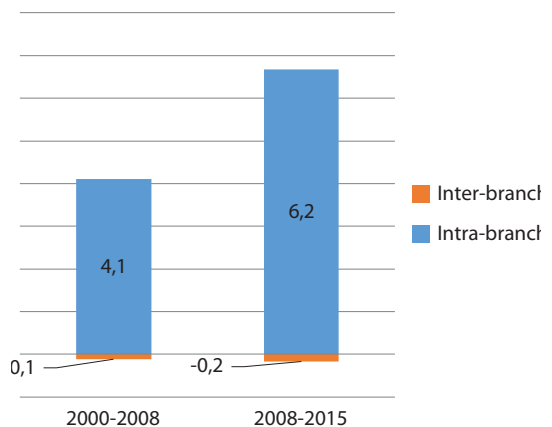
\* La barre pour les industries extractives à droite a été tronquée pour la lisibilité du graphique, la valeur réelle de la productivité des industries extractives devrait se situer à un niveau de 1 405.

**Figure 16: Déplacements du facteur travail (%)**



Source : Bureau international du Travail, 2018 ; calculs CEA.

**Figure 17: Contribution des changements dans l'emploi à la hausse de productivité (% annuel)\***



Source : Calculs CEA

\* La productivité est ici mesurée par la valeur ajoutée par travailleur.

<sup>69</sup> World Economic Forum, Global Competitiveness Index, 2018.

<sup>70</sup> Cameroon Policy Analysis and Research Center (CAMERCAP-PARC), 2016.



## 4.2 Travail décent

Plus des deux tiers des actifs occupés sont des travailleurs autonomes, installés à leur propre compte, contre seulement un quart qui ont un statut d'employés. Les proportions des employeurs et des travailleurs familiaux sont faibles, à 3,5 % et 1,4 % respectivement (figure 18). Cette configuration du statut dans l'emploi qui affiche une prépondérance des travailleurs autonomes est en phase avec le taux élevé d'informalité des emplois (88,6 %), qui est lui-même imputable à la structure de l'économie dominée par les activités peu modernes des secteurs tertiaire et primaire. Cette situation met en exergue le manque d'opportunités d'emplois décents et commande des efforts accrus en faveur d'un changement de la structure de production. Les femmes sont plus défavorisées que les hommes avec une proportion de travailleurs autonomes de 79,6 % contre 62,2 % parmi les hommes en 2014 (BIT, 2018). Ceci corrobore les études de l'OIT selon lesquelles il existe un biais en défaveur des femmes dans l'accès à l'emploi. Il existe aussi un biais dans le traitement dans l'emploi ; et les femmes à tous les niveaux d'études, dans tout secteur professionnel et catégorie de revenu, doivent aussi cumuler travail rémunéré et travail domestique. Au niveau des actifs ayant le statut d'occupés, la stabilité du travail constitue un problème réel pour ceux qui ne sont pas dans le secteur public et les grandes entreprises du secteur privé, en raison de la forte mortalité des PME. Ainsi, en dépit de l'existence d'un cadre règlementaire dédié, la protection sociale n'est toujours pas effective pour beaucoup de travailleurs. L'emploi reste précaire pour beaucoup, et la forte informalisation des emplois n'est pas favorable à une hausse de la productivité.

**Le sous-emploi lié au temps de travail est très élevé au Cameroun et marque une progression par rapport à la dernière décennie.** En effet, le taux de sous-emploi chez les personnes âgées de 10 ans ou plus se situait à 79,0 % en 2014, soit une hausse nette par rapport à son niveau de 2007 qui était de 71,1 %<sup>71</sup>. Les niveaux élevés s'expliquent certainement par la forte concentration des travailleurs dans le secteur agricole, où le nombre d'heures de travail par an est plus faible que dans les autres branches d'activité. En ce qui concerne la hausse observée toutefois, l'une des causes possibles serait la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) de 28 216 FCFA en 2008 à 36 270 FCFA en 2014 qui, en augmentant le coût du travail, aurait pu pousser les entreprises aussi bien formelles qu'informelles à réduire le temps de travail<sup>72</sup>. L'objectif du DSCE qui est de réduire le taux de sous-emploi global des personnes âgées de 10 ans ou plus à moins de 50 % à l'horizon 2020, n'est pas impossible mais loin d'être acquis.

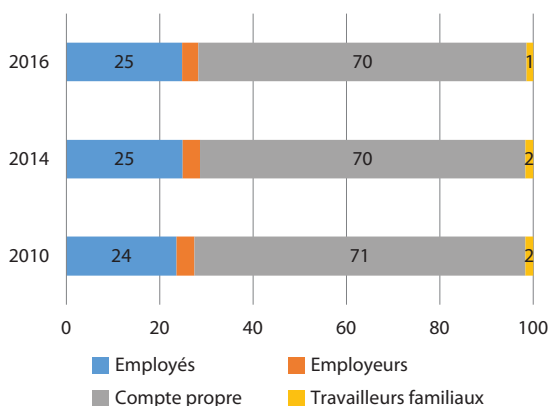
**Le taux de chômage des jeunes est modéré et ne reflète pas la situation réelle du travail des jeunes qui semble beaucoup plus alarmante.** Le Bureau international du Travail estime que le taux de chômage des jeunes aurait été ramené de 7,0 % en 1991 à 5,8 % en 2016, ce qui traduit une légère tendance de baisse sur le long terme (figure 20). Cependant, ces données reflètent

<sup>71</sup> Rapport de la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages de 2014.

<sup>72</sup> Ibid.

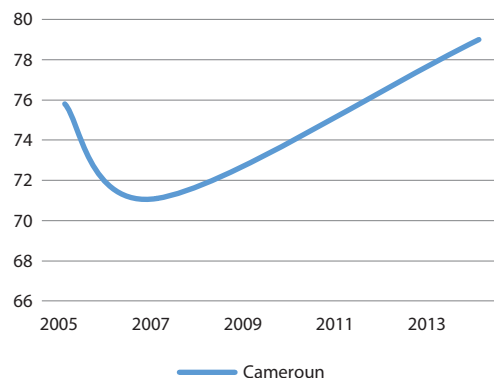
le taux de chômage au sens du BIT<sup>73</sup> qui ne tient pas compte du nombre important de chômeurs découragés. Le taux ne reflète donc pas les difficultés réelles d'accès au marché du travail pour les jeunes de 15 à 24 ans. Pourtant, les données de la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4) de 2014 indiquent une hausse du nombre de chômeurs découragés, ce qui dénote d'une détérioration des opportunités d'emplois dans l'économie. Le Cameroun produit un nombre élevé de diplômés de l'enseignement supérieur comparativement aux autres pays d'Afrique centrale. Le manque d'opportunité d'emploi conduit ces derniers à se rabattre sur des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés, pour l'essentiel des emplois dans le secteur informel ou la précarité est très forte. Plus de la moitié de la population camerounaise a moins de 18 ans et le poids démographique des enfants âgés de moins de 15 ans se situe à 43,6 %. De ce fait, l'emploi des jeunes demeure une question épineuse à laquelle la structure actuelle de l'économie ne semble pas apporter de solution appropriée. De surcroît, l'absence d'un système efficace d'information sur le marché du travail ne permet pas d'identifier facilement et de résorber les inadéquations entre la formation et l'emploi.

**Figure 18: Statut dans l'emploi (%)**



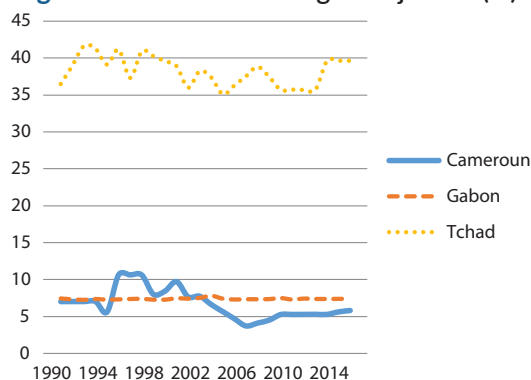
Source : Bureau international du Travail, 2018.

**Figure 19: Sous-emploi lié au temps de travail (%)**



Source : Institut national de la statistique, 2015.

<sup>73</sup> Au sens du BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : i) être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence ; ii) être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; et iii) avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

**Figure 20: Taux de chômage des jeunes (%)**

Source : Bureau international du Travail, 2018.

### 4.3 Éducation et compétences

**L’alphabétisation des jeunes présente des performances encourageantes mais des disparités importantes existent :** Depuis les années 2000, le taux d’alphabétisation des jeunes a dépassé la barre des 80 %. À titre comparatif, cette performance est nettement supérieure à celle du Tchad voisin, mais reste inférieure à celle du Gabon (figure 21). La performance remarquable ainsi affichée par le système éducatif camerounais cache des disparités importantes. En effet, les données du Document de stratégie pour la croissance et l’emploi<sup>74</sup> montrent que l’accès au cycle primaire est plus ou moins universel pour toutes les catégories de la population dans toutes les régions, à part celles de la zone nord. Par exemple, 22 % des jeunes dans l’Adamaoua n’ont pas accès à l’école, et ce taux est de 29 % dans l’Extrême-Nord. En termes de classes sociales, les disparités sont aussi marquées : le taux d’achèvement du primaire est de l’ordre de 98 % pour un jeune du quintile de richesse le plus élevé résidant à Douala ou à Yaoundé, contre seulement 28 % pour un jeune du quintile le plus bas résidant en zone septentrionale<sup>75</sup>.

**Le taux brut de scolarisation dans le primaire au Cameroun** a doublé sur un quart de siècle, passant de 25,5 % à 50,5 % entre 1990 et 2012. À cet égard, la performance du Cameroun se situe bien au-dessus de celle du Tchad (22,4 %). En revanche, le Gabon avait déjà atteint le taux de 53,3 % en 2002. Ainsi, bien que les progrès soient appréciables, il y a encore des efforts à faire. L’évolution observée au Cameroun est le fruit de l’élargissement de l’offre publique et privée d’enseignement<sup>76</sup>. Pour améliorer la qualité de l’éducation et pallier les inégalités structurelles venant aussi bien de l’offre que de la demande de formation, le plan sectoriel de l’éducation prévoit d’accroître l’accès des élèves dans les filières scientifiques et technologiques, l’accès des jeunes filles dans les filières scientifiques et technologiques, ainsi

<sup>74</sup> Voir République du Cameroun, Document de stratégie pour la croissance et l’emploi, 2009.

<sup>75</sup> Ibid.

<sup>76</sup> Document de stratégie pour la croissance et l’emploi 2010-2020.

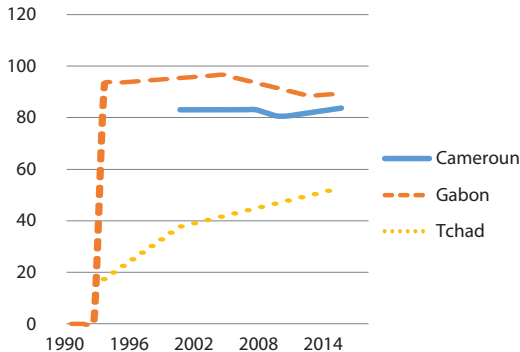
que de renforcer l'enseignement des sciences par la création et l'opérationnalisation de dix lycées scientifiques d'excellence à l'horizon 2020. Un certain nombre de ces lycées sont déjà opérationnels.

**Comme le montre le taux d'alphabétisation élevé, le pays a fait des progrès considérables au plan de la scolarisation des enfants.**

En effet, le nombre moyen d'années de scolarisation a quasiment doublé en 25 ans s'établissant à 6,1 en 2015 (figure 23). Cette moyenne, reste toutefois loin en-deçà de celle du Gabon (9,1 ans) et cache des disparités selon le sexe puisque l'indicateur se situe à 7,4 pour les garçons, contre seulement 4,6 pour les filles<sup>77</sup>. Le Cameroun doit poursuivre ses efforts d'éducation de sa population en vue de développer les ressources humaines requises pour porter les objectifs de diversification économique, d'industrialisation et de transformation. Au-delà de la question de l'accès à l'éducation, se pose le problème de la déperdition scolaire qui fait que beaucoup de gens se retrouvent sur le marché de l'emploi sans avoir fini leur cycle d'études. Il serait opportun de recycler ces personnes à travers des formations techniques afin de les rendre plus qualifiées et donc plus productives. La qualification et la disposition de compétences adéquates est une question à appréhender de près dans le cas du Cameroun, puisque selon le document de stratégie de l'éducation, pendant de nombreuses années, le secteur informel non agricole a accueilli beaucoup de sortants du système éducatif, souvent au prix d'une déqualification, car les sortants travaillent dans des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés. La figure 24 illustre cette inadéquation entre l'occupation et les qualifications des travailleurs camerounais. Il permet de voir que la majorité (89 %) des occupés ont des qualifications jugées moyennes au regard des compétences requises pour leur travail et que seulement 6 % ont des qualifications jugées élevées, qui leur permettent d'exceller dans le travail. À titre de comparaison, le Gabon et le Tchad ont moins de travailleurs aux qualifications moyennes et plus de travailleurs hautement qualifiés.

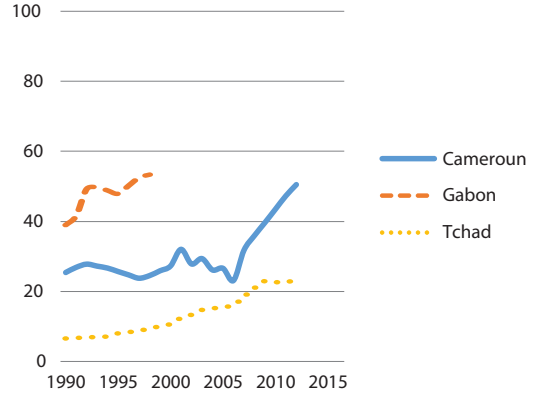
<sup>77</sup> Programme des Nations Unies pour le développement, 2016.

**Figure 21:** Taux d'alphabétisation des jeunes (%)



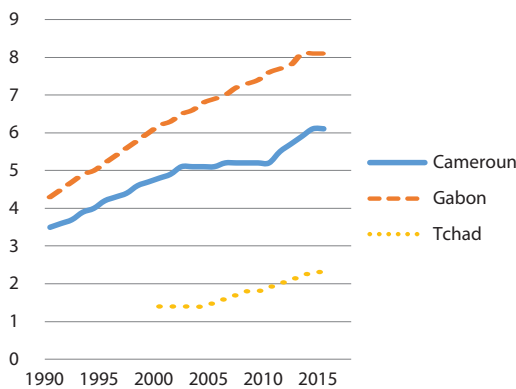
Source : Bureau international du Travail, 2018.

**Figure 22:** Taux brut de scolarisation dans le secondaire (%)



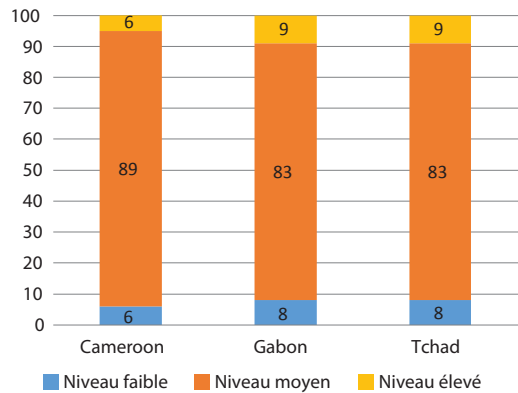
Source : Bureau international du Travail, 2018.

**Figure 23:** Années de scolarisation en moyenne



Source : Programme des Nations Unies pour le développement, 2016.

**Figure 24:** Niveaux de compétences par profession (2017, %)



Source : Bureau international du Travail, 2017.

## 4.4 Résumé

La structure de l'emploi n'a pas enregistré de changements majeurs au cours des deux dernières décennies, et demeure caractérisée par une concentration dans le secteur primaire et une très forte informalisation. Les quelques mouvements de travailleurs enregistrés de l'agriculture et des autres secteurs vers les activités manufacturières n'ont pas généré de gains de productivité significatifs et, de grandes disparités inter- et intra-sectorielles existent en termes de productivité du travail. L'agriculture et les industries manufacturières se distinguent par des niveaux particulièrement bas en dépit des gains de productivités intra-sectoriels enregistrés récemment grâce à des interventions ciblées de l'État. La majorité des actifs occupés sont des travailleurs autonomes, ce qui n'est pas surprenant vu la prédominance des secteurs primaire et tertiaire non modernes, et cela semble induire un niveau très élevé de sous-emploi lié au temps de travail. Cette situation est en grande partie liée au faible contenu technologique

et à la faible sophistication qui caractérisent le système productif, comme indiqué dans la section 3 portant sur la production. Le taux de chômage des jeunes est modéré à 6 %, mais il est alarmant de constater que le nombre de chômeurs découragés augmente, dénotant d'un manque d'opportunités de trouver du travail. Des progrès encourageants ont été enregistrés en matière d'éducation des jeunes avec, par exemple, un taux d'alphabétisation qui a atteint la barre des 80 % depuis les années 2000 et le nombre d'années de scolarisation qui est désormais de plus de six ans. Des efforts importants restent toutefois à faire au niveau de la qualité de l'éducation et de l'adéquation entre les formations offertes et les aspirations nationales d'industrialisation et d'émergence.

# 5



## Société

### 5.1 Démographie

**Le taux de fécondité a diminué constamment ces dernières années, mais demeure relativement élevé.** Il a été ramené de 6,2 à 4,6 naissances par femme entre 1990 et 2015, mais reste bien plus élevé que la moyenne mondiale de 2,5 et que la moyenne de 2,8 prévalant pour les pays à revenu intermédiaire inférieur (figure 25)<sup>78</sup>. Le taux de fécondité au Cameroun est resté à un niveau inférieur à celui du Gabon, mais supérieur à celui du Tchad, qui ont tous deux montré une tendance similaire à la baisse. Cette amélioration est en partie due à l'offre de services de planification familiale dans les formations sanitaires partout dans le pays, avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), qui a aidé à éviter 51 645 grossesses non planifiées, 17 043 avortements clandestins et 196 décès maternels<sup>79</sup>. L'amélioration du niveau d'éducation et de l'urbanisation des femmes peut également avoir joué un rôle majeur<sup>80</sup>. Selon le World Population Review, la population du Cameroun, qui s'élève actuellement à 24,5 millions d'habitants, devrait doubler d'ici à 2050<sup>81</sup>, ce qui demande une poursuite rigoureuse des efforts en cours.

**Le taux de dépendance est également en baisse, indiquant une réduction des charges supportées par la force de travail et, partant, des ressources additionnelles à allouer au développement humain et social.** Le ratio de la population de moins de 15 ans sur la population en âge de travailler (âgés de 15 à 64 ans) a perdu 12,4 points entre 1990 et 2015 (figure 26), ramené à 80 en 2015. À titre de comparaison avec d'autres pays de la sous-région d'Afrique centrale, l'indicateur est de 60 pour le Gabon et de 95 pour le Tchad. La baisse du ratio de dépendance suggère un allègement du fardeau économique, qui pourrait éventuellement générer un dividende démographique - à mesure que la taille relative de la population en âge de travailler augmente. Cependant, ce dividende dépend de la capacité de l'économie à créer de bonnes opportunités d'emploi pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail, sinon les tendances démographiques peuvent conduire

<sup>78</sup> ICF, 2017 ; Banque mondiale, 2017.

<sup>79</sup> Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), 2017b.

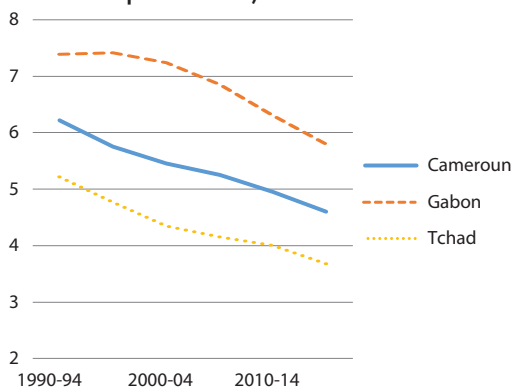
<sup>80</sup> Commission économique pour l'Afrique, 2001, : 38.

<sup>81</sup> World Population Review, 2018.

au chômage de longue durée et alimenter l'instabilité sociale<sup>82</sup>. À ce titre, le Gouvernement camerounais a mis en place la feuille de route nationale sur le dividende démographique pour guider les actions clés à entreprendre par tous les acteurs, y compris la jeunesse et la société civile<sup>83</sup>. De plus, un profil pays sur le dividende démographique ainsi qu'un argumentaire pour le plaider en direction des parlementaires ont été produits.

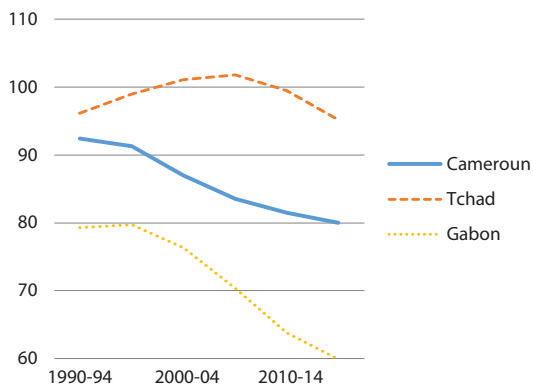
**La proportion de citoyens vivant dans les bidonvilles a diminué régulièrement au cours des années 2000** (figure 27). Cette tendance signale une amélioration des conditions de vie du milieu urbain, qui représente actuellement 55 % de la population totale<sup>84</sup>. La tendance actuelle de l'urbanisation rapide présente à la fois des défis et des opportunités pour l'industrialisation des villes camerounaises, principalement à Douala et Yaoundé mais aussi d'autres centres urbains régionaux qui se développent rapidement<sup>85</sup>. D'un côté, l'urbanisation a tendance à pousser les gens vers le secteur informel, à amplifier les pressions environnementales et sociales et à faire pression sur les faibles capacités institutionnelles. D'un autre côté, l'urbanisation donne l'impulsion nécessaire à l'industrialisation en créant une demande plus élevée de produits agro-industriels et des opportunités d'emplois. Le défi pour les décideurs est donc la mise en œuvre d'une stratégie d'urbanisation qui permette de gérer les effets négatifs de l'urbanisation tout en tirant parti de son potentiel de développement industriel.

**Figure 25: Fécondité totale (nombre d'enfants par femme)**



Source : ICF, 2017

**Figure 26: Taux de dépendance des enfants**



Source : Département des affaires économiques et sociales, 2017.

<sup>82</sup> Fonds des Nations Unies pour la population, 2017a.

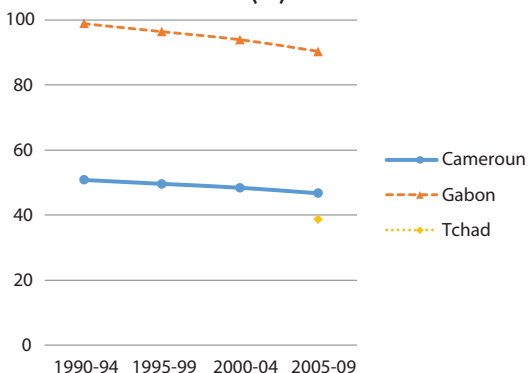
<sup>83</sup> Idem.

<sup>84</sup> Banque mondiale, 2017.

<sup>85</sup> Commission économique pour l'Afrique, Rapport économique sur l'Afrique, 2017.



**Figure 27: Population urbaine habitant dans des bidonvilles (%)**



Source : ONU-Habitat, 2017.

## 5.2 Santé

**La malnutrition chronique chez l'enfant n'a baissé que très légèrement ces dernières années et demeure élevée.** Environ un enfant sur trois au Cameroun peut être considéré comme souffrant de malnutrition chronique (32,2 % en 2014), et ce résultat a été atteint après une baisse de 6 points de pourcentage en 15 ans (figure 28). Une bonne nutrition est la base indispensable de la survie de l'enfant, de sa santé et de son développement, et de sa contribution au processus de développement du pays<sup>86</sup>. Conscient de la gravité du problème, le Ministère de la santé publique a récemment organisé un forum pour discuter de la collaboration dans le domaine de la malnutrition avec des partenaires publics et privés<sup>87</sup>. De plus, le Ministère a récemment commencé à ouvrir des cliniques néonatales dans tout le pays, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé<sup>88</sup>.

**L'espérance de vie a progressé depuis le début du nouveau millénaire, mais reste faible.** Elle est passée de 50 à 58 ans selon l'indicateur classique. Mesurée par le nombre d'années passées en bonne santé (indicateur HALE)<sup>89</sup>, elle est passée de 45 à 50 ans (figure 29). Alors que le Cameroun avait une espérance de vie supérieure à la moyenne de l'Afrique centrale et de l'Afrique subsaharienne en 1990, le pays a pris du retard et se positionne désormais moins bien que ces groupes régionaux<sup>90</sup>. L'OMS constate une amélioration des interventions liées aux programmes verticaux tels que le paludisme, le VIH/sida, la tuberculose et la vaccination, mais note que les performances en matière de mortalité maternelle, de planning familial et de couverture vaccinale se sont détériorées tandis que le financement public et le développement

<sup>86</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 2018.

<sup>87</sup> Camer, 2017.

<sup>88</sup> Organisation mondiale de la Santé (OMS), 2018.

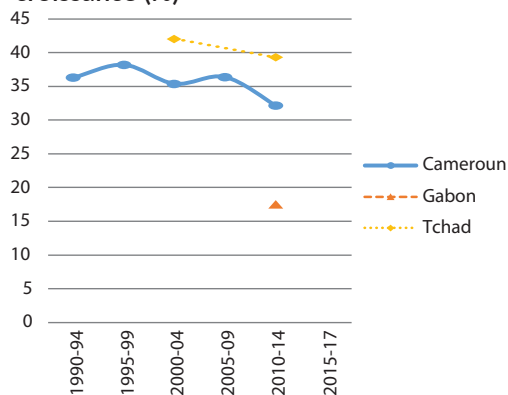
<sup>89</sup> Acronyme provenant du terme anglais « healthy life expectancy » : espérance de vie en bonne santé.

<sup>90</sup> Organisation mondiale de la Santé, 2017b: 12.

des districts sanitaires stagnaient<sup>91</sup>. Davantage d’efforts envers la réduction de la pauvreté, la mise en œuvre des objectifs de développement durable et une meilleure réponse aux épidémies et aux catastrophes contribueraient à accroître l’espérance de vie au Cameroun<sup>92</sup>.

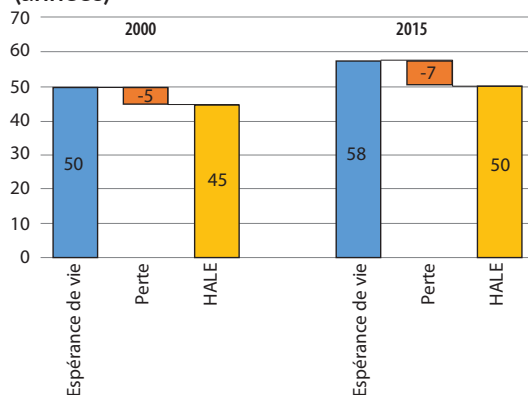
**Des progrès ont été accomplis dans la lutte contre les maladies transmissibles, réduisant leur impact sur la santé des Camerounais, comparativement aux blessures et aux maladies non transmissibles.** Les maladies les plus courantes au Cameroun demeurent toutefois celles de nature transmissible, y compris le VIH/sida, le paludisme, et les infections respiratoires <sup>93</sup>. Les maladies non transmissibles, comme les maladies cardiovasculaires et rénales, minent aussi la force de travail, comptant pour plus d’un cinquième des décès. Les mauvaises conditions de santé accroissent la morbidité et la mortalité, et sont néfastes à la productivité, aux efforts de transformation structurelle et à l’amélioration du bien-être. Les efforts doivent être accentués pour réduire l’incidence de toutes ces maladies, avec un accent particulier sur l’amélioration de la santé maternelle et infantile.

**Figure 28: Prévalence du retard de croissance (%)**



Source : OMS, 2017a.

**Figure 29: Espérance de vie et HALE (années)**



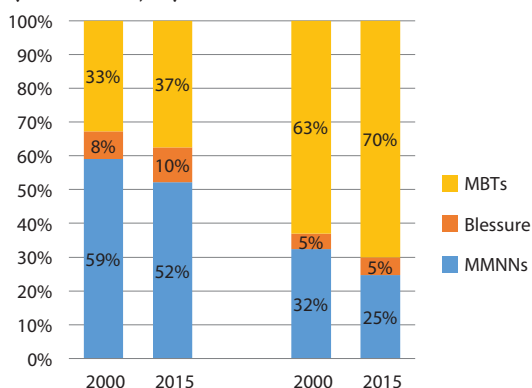
Source : OMS, 2017a.

<sup>91</sup> Organisation mondiale de la Santé, 2017b: ix.

<sup>92</sup> Organisation mondiale de la Santé, 2017b: 12.

<sup>93</sup> Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME), 2013.

**Figure 30: Fardeau de la maladie par cause (15-49 ans, %)\***



**Source :** Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME), 2017.

\* MMNNs : Maladies transmissibles, maternelles, néonatales et nutritionnelles ; MBTs : Maladies non transmissibles ; AVIs : Années vécues avec une incapacité ; AVCLs : Nombre d'années de vie corrigées du facteur invalidité.

### 5.3 Pauvreté et inégalités

Le taux de pauvreté a rapidement diminué à la fin des années 1990, puis est resté plus ou moins stagnant. Aujourd'hui plus d'un tiers des Camerounais (37,5 %) vivent en dessous du seuil de pauvreté national, soit 339 715 FCFA ou environ 640 dollars É.-U. par an, et un quart vivent avec moins de 1,9 dollar (en parité de pouvoir d'achat) par jour (figure 31). D'énormes disparités persistent selon le milieu de résidence, le taux de pauvreté dans les zones urbaines ayant été ramené de 12 à 9 % entre 2007 et 2014, tandis qu'en zone rurale, plus de la moitié de la population est encore considérée comme pauvre. De plus, la tendance est à la hausse en termes absolus<sup>94</sup> et l'ampleur et la profondeur de la pauvreté s'accroissent rapidement dans les zones rurales. Selon le blog The Borgen Project, les principales causes de la pauvreté et des disparités entre milieux urbain et rural au Cameroun sont le manque d'infrastructures et un système éducatif qui ne s'adapte pas aux besoins changeants en matière de main-d'œuvre<sup>95</sup>. Par ailleurs, la protection sociale existe, mais près de trois quarts des Camerounais ne sont toujours pas couverts<sup>96</sup>, ce qui ne favorise pas la réduction de la pauvreté.

**Après une chute observée pendant les années 1990, les inégalités se sont rapidement aggravées au Cameroun.** L'indice de Gini, indicateur d'inégalités, est passé de 42,1 en 2000 à 46,5 en 2014, soit des niveaux supérieurs à ceux du Tchad voisin (figure 32). Alors que

<sup>94</sup> Institut national de la statistique, 2015b.

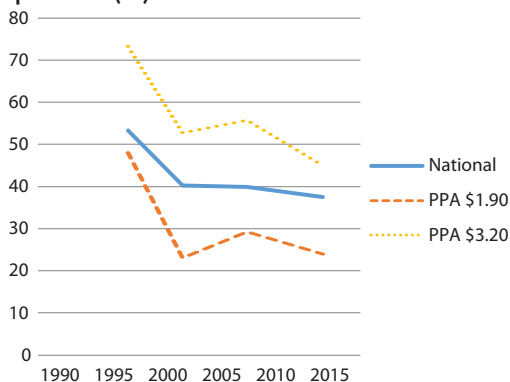
<sup>95</sup> Blog The Borgen Project, 2017.

<sup>96</sup> Investir au Cameroun, 2016.

les 20 % les plus riches du Cameroun jouissent de plus de la moitié de la consommation nationale, les 20 % les plus pauvres reçoivent moins de 5 % de celle-ci<sup>97</sup>. Par contre, selon l'Indice africain de développement social (IADS) qui va au-delà des aspects monétaires de l'inégalité, l'exclusion sociale est modérée et la situation est en train de s'améliorer<sup>98</sup>. Cela suggère que des politiques inclusives ont été mises en œuvre avec succès. Des inégalités croissantes sont néfastes à la transformation structurelle car elles contribuent à l'instabilité économique, sociale et politique, qui à son tour freine la croissance économique et affaiblit la cohésion sociale.

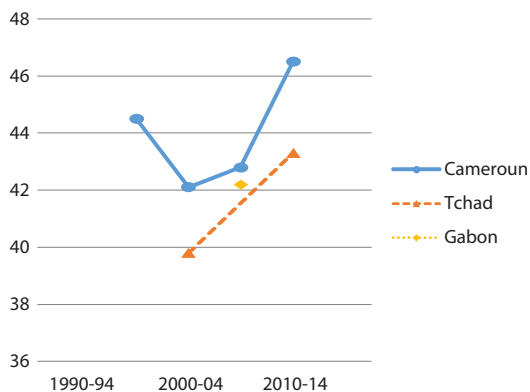
**L'inégalité entre les sexes demeure une réalité malgré les progrès récents.** La proportion de femmes par rapport aux hommes sur le marché du travail a doublé pendant la période 1996-2014, s'établissant à 0,5 femme par homme en 2014, cependant l'écart entre les deux sexes reste substantiel (figure 33). En effet les femmes sont toujours beaucoup moins susceptibles d'avoir un emploi formel que les hommes (figure 33). Le taux d'activité des femmes stagne autour de 70 % contre 80 % pour les hommes, et les écarts entre les niveaux de compétences et d'éducation des hommes et des femmes restent importants<sup>99</sup>. En outre, le mariage précoce reste un fléau qui amplifie la déperdition scolaire et plombe l'égalité hommes-femmes en matière d'accès à l'éducation. En 2014, 11,4 % des femmes âgées de 15-49 ans au Cameroun étaient mariées ou en union de fait avant l'âge de 15 ans et 36,0 % des femmes de 20-49 ans étaient mariées ou en union de fait avant l'âge de 18 ans<sup>100</sup>.

**Figure 31: Proportion du nombre de pauvres (%)**



Source : Banque mondiale, 2017.

**Figure 32: Indice de Gini**



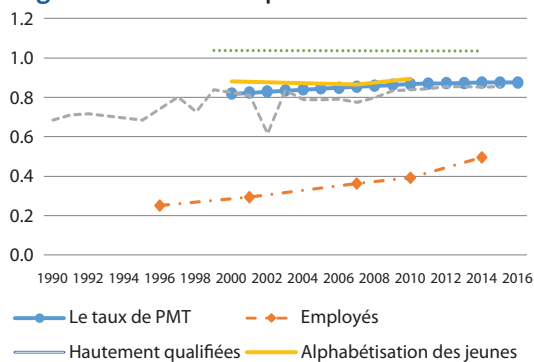
Source : Banque mondiale, 2017.

<sup>97</sup> Institut national de la statistique, 2015b.

<sup>98</sup> Commission économique pour l'Afrique, 2017b.

<sup>99</sup> Organisation internationale du Travail, 2017 ; Banque mondiale, 2017.

<sup>100</sup> Institut national de la statistique, 2015c.

**Figure 33: Indices de parité des sexes\***

**Source :** OIT, 2017 ; Banque mondiale, 2017.

\* PMT : Participation au marché du travail ; TBS : Taux brut de scolarisation ; EVAS : Espérance de vie saine à la naissance.

## 5.4 Résumé

Les changements démographiques et l'amélioration des conditions sanitaires des populations peuvent générer des dividendes favorables à la transformation structurelle. Il est heureux de constater que le Cameroun a fait quelques progrès dans ce sens. En effet, le taux de fécondité, le taux de dépendance sur la population active et la proportion de citoyens vivant dans des bidonvilles ont tous été réduits sur les deux dernières décennies, et l'espérance de vie a augmenté. Néanmoins, de gros efforts restent à faire puisque les niveaux atteints sont relativement faibles comparativement à d'autres pays africains notamment. À l'inverse, la pauvreté et les inégalités peuvent entraver la transformation structurelle en empêchant les populations de contribuer pleinement à celle-ci, ou en entretenant des tensions sociales. Depuis la fin des années 90, très peu de progrès ont été réalisés en termes de réduction de la pauvreté et celle-ci continue d'affecter plus de la moitié des populations du milieu rural. Les inégalités se sont plutôt creusées, ce qui est néfaste pour la stabilité sociale, alors que des facteurs culturels comme les mariages précoces continuent de réduire les opportunités d'accès des filles et des femmes à l'éducation et, partant, au travail décent.

# 6

## Messages clefs

Le processus de transformation structurelle observé sur les 30 dernières années au Cameroun donne des résultats mitigés, voire peu satisfaisants. Pour atteindre l'émergence souhaitée à l'horizon 2035, il est impératif d'améliorer l'exploitation du riche potentiel du Cameroun en faveur d'une croissance forte et soutenue, qui permette de générer les ressources requises pour l'accroissement des capacités productives, cognitives et technologiques nécessaires à l'industrialisation et à la durabilité environnementale. Un certain nombre d'actions et de bonnes pratiques doivent donc être envisagées à cet égard.

- **L'amélioration de l'environnement des affaires comme stratégie pour accroître la contribution du secteur privé formel et informel au processus de développement.** Pour une croissance forte et soutenue, il faut une meilleure implication du secteur privé au processus de production. Il est donc important d'alléger les procédures administratives et de les rendre exemptes de corruption, et d'accroître l'accès aux facteurs de productions utiles aux besoins du secteur privé. Il est également important de mettre l'accent sur l'amélioration des réglementations fiscales et leur application ; l'amélioration de la disponibilité et de la qualité des infrastructures économiques ; et la réduction des coûts des facteurs, notamment l'énergie. Compte tenu de la contribution de l'économie informelle à la création d'emplois et à la formation du PIB au Cameroun, il importe d'éliminer les contraintes que rencontrent les entreprises qui y évoluent afin d'en faire des acteurs clef de la transformation structurelle du pays<sup>101</sup>.
- **La promotion d'IDE accompagnée de politiques de contenu local comme stratégie pour faire émerger des champions nationaux.** Pour le moment les flux d'IDE entrants sont relativement faibles au Cameroun. Or, lorsqu'ils sont régulés par des politiques de contenu local qui permettent de maximiser leur impact sur les ressources humaines, les systèmes de production, la productivité et l'utilisation des intrants locaux, les IDE ont le potentiel de favoriser le développement des capacités techniques, organisationnelles, managériales et technologiques des pays. Les clusters industriels, les zones économiques spéciales, la recherche-développement, qui

<sup>101</sup> Commission économique pour l'Afrique, *Rapport économique sur l'Afrique*, 2017.

sont pour le moment peu développés ou peu efficaces au Cameroun, peuvent servir de mécanismes de transmission de ces capacités entre les opérateurs locaux et étrangers. La création d'instances juridiques autonomes, à l'instar du Dispute Resolution Authority du Centre financier international de Dubaï, contribuerait à attirer plus d'investissements étrangers et locaux.

- **La hausse du niveau de compétitivité est nécessaire pour l'insertion et l'ascension du pays dans les chaînes de valeurs mondiales.**
  - La disponibilité, la qualité et le coût des services administratifs, financiers, logistiques, de transport et de communication sont à améliorer pour accroître la compétitivité et l'accès aux marchés. Il en est de même pour les coûts des facteurs et les coûts de production.
  - L'autorisation de la libre circulation des personnes et des biens en Afrique centrale depuis octobre 2017 et la signature de l'accord portant création de la Zone de libre échange continentale africaine en mars 2018 ont également le potentiel de rehausser la compétitivité. Ces modalités pourraient permettre d'accéder à de plus vastes marchés, à une demande plus forte et plus diversifiée, et ainsi contribuer à solidifier la base industrielle du pays. Toutefois, vu que les pays de la sous-région ont des produits d'exportation similaires, essentiellement issus de l'exploitation agricole, forestière et pétrolière, il est important que chaque pays fasse des efforts d'accroissement de la compétitivité. En plus, il leur faut développer des politiques et stratégies commerciales et d'industrialisation concertées afin de tendre vers une complémentarité plutôt qu'une rivalité entre les productions individuelles des pays.
  - La forte présence de l'État dans les activités de production gagnerait à faire l'objet d'une analyse coûts-bénéfices faisant un arbitrage entre, d'une part, les emplois décents générés par les entreprises d'État et, d'autre part, les freins à la concurrence, à la hausse de la productivité et à la compétitivité qu'elles peuvent entraîner.
  - Par ailleurs, au regard du rôle que la politique monétaire et de taux de change peut jouer dans la recherche de compétitivité, il serait aussi utile d'évaluer les coûts-bénéfices de l'arrimage à l'euro sur les exportations camerounaises, et sur les perspectives d'industrialisation du pays.
  
- **L'accroissement de la productivité des facteurs et la sophistication des produits pour accroître les avantages concurrentiels.** Il est nécessaire d'accroître le développement technologique et l'innovation en adoptant des curricula plus orientés vers les matières scientifiques et la technologie. La promotion de l'entrepreneuriat est elle aussi importante. En même temps, il faut plus de formation professionnelle qualifiante dans les domaines d'exportation traditionnels du pays tels que les métiers de la transformation du bois et du cacao. L'amélioration des conditions nutritives et sanitaires de la population en général, et des femmes et enfants en particulier, est déterminante pour la hausse de la productivité. L'analyse de l'espace produit suggère que, compte tenu de leur plus grande sophistication technologique, les produits chimiques, les engrais, la production de pneumatiques

et de papier devraient être au cœur de la stratégie de développement industriel du Cameroun. Les compétences acquises dans ces secteurs devraient soutenir la stratégie de diversification du pays vers l'intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales haut de gamme.

- **La recherche d'alliances stratégiques pour plus de transformation locale.** À l'issue de l'édition 2018 du African CEO Forum, tenu au mois de mars à Abidjan, les chefs d'État de la Côte d'Ivoire et du Ghana ont signé un accord relatif à l'harmonisation de leurs politiques respectives de commercialisation du cacao. Cet engagement vise à accroître les prix perçus par les producteurs et les recettes générées par les États et à hausser le taux de transformation locale du produit<sup>102</sup>. Il est hautement stratégique puisque, pour le moment, la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, retient à peine plus de 5 % de la valeur créée dans la chaîne des valeurs cacao-chocolat<sup>103</sup>. Se joindre à une telle coalition devrait être une stratégie gagnante pour le Cameroun et les autres grands producteurs de cacao africains, notamment le Nigéria. Le groupe accroîtrait ses chances de peser davantage sur les processus de fixation des prix du produit à Londres et aurait un pouvoir de négociation assez fort pour pousser à une plus grande localisation de la chaîne de valeur du cacao en Afrique, y compris les segments de recherche-développement et de produits haut de gamme. L'acquisition d'actions dans des sociétés comme Nestlé devrait faire partie de la stratégie de cette coalition, tout comme le Botswana avait fait des bonds en avant dans la chaîne de valeur mondiale du diamant au point d'acheter 15 % des parts de la compagnie De Beers, leader mondial dans le domaine<sup>104</sup>.
- **Les efforts de résorption des disparités sociales, d'optimisation des dividendes démographiques et du potentiel de l'urbanisation à promouvoir l'industrialisation, et de préservation de l'environnement doivent être accentués pour assurer le développement durable.** Les disparités selon le revenu, le genre, le milieu de résidence et la région sont néfastes à la stabilité sociale, à la hausse de la productivité, et aux efforts de transformations structurelle. La politique budgétaire et les mécanismes de redistribution doivent contribuer à les résorber ; ils doivent aussi permettre de bâtir le capital humain de la jeunesse et maximiser le potentiel de dividende démographique. Enfin, l'adoption de stratégies d'urbanisation promouvant les villes intelligentes à l'instar de l'expérience singapourienne et de techniques de production préservant l'environnement sont recommandées.
- **L'État doit demeurer le premier acteur du changement pour initier ou poursuivre toutes les réformes nécessaires à la réalisation des mesures suggérées ci-dessus.** La poursuite des efforts d'amélioration de la gouvernance économique à travers la lutte contre la corruption est nécessaire pour une meilleure mobilisation et une meilleure utilisation

<sup>102</sup> Le Figaro, 2018.

<sup>103</sup> Fonds des Nations Unies pour la population, 2013.

<sup>104</sup> Ibid.



des ressources internes<sup>105</sup>. C'est le point de départ pour élever le taux d'investissement en capital humain et physique et en technologie utiles à l'accroissement des capacités productives. L'adoption de politiques budgétaires contracycliques peut contribuer à assurer la soutenabilité de la croissance. L'État devra également veiller à assurer la durabilité du développement à travers l'adoption de technologies de production respectueuses de l'environnement. Des analyses approfondies du diagnostic de la croissance régulières permettraient de déterminer les goulots d'étranglement à tous les niveaux et d'identifier les réformes requises. Un renforcement du suivi-évaluation des plans, stratégies, programmes, projets, politiques et réformes permettrait de tirer des leçons de mi-parcours, d'améliorer les processus et de réaliser des progrès économiques et sociaux plus importants. Les partenaires de développement doivent se montrer solidaires des efforts du Cameroun dans la lutte contre les problèmes sécuritaires auxquels il fait face.

---

<sup>105</sup> L'opération Épervier qui a conduit à l'arrestation de nombreux hauts responsables est une initiative qui envoie des signaux forts sur la détermination du Gouvernement à assainir la gestion des deniers publics. Elle doit être poursuivie et accompagnée d'autres efforts dans le domaine de l'amélioration de l'application des réglementations en vigueur à tous les niveaux.

## Références

Banque africaine de développement (BAD), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2014). *Perspectives économiques en Afrique 2014 : Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique*. Rapport disponible à l'adresse : [www.ired.org/modules/infodoc/files/perspectives\\_economiques\\_afrique\\_2014.pdf](http://www.ired.org/modules/infodoc/files/perspectives_economiques_afrique_2014.pdf).

\_\_\_\_\_ (2017). *Perspectives économiques en Afrique*. Disponible à l'adresse : [https://www.afdb.org/fileadmin/Perspectives\\_economiques\\_en\\_Afrique\\_2017.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/Perspectives_economiques_en_Afrique_2017.pdf).

Banque mondiale (2015). "The Lom Pangar Hydropower Dam is Set to Power Cameroon", 4 décembre 2015. Article disponible à l'adresse : <http://www.worldbank.org/en/news/video/2015/1>

\_\_\_\_\_ (2016). *Cameroon Country Economic Memorandum*. Banque mondiale. Disponible en anglais à l'adresse : <https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/26416>.

\_\_\_\_\_ (2017). Base de données *Indicateurs du développement dans le monde*. Banque mondiale. <http://databank.banquemondiale.org/data/home.aspx>.

\_\_\_\_\_ (2017). Base de données *Les données ouvertes de la Banque mondiale*. Banque mondiale. <https://donnees.banquemondiale.org/>.

\_\_\_\_\_ Doing Business (2016). *Mesure de la qualité et de l'efficacité du cadre réglementaire*. Washington: Banque mondiale. DOI: 10.1596/978-1-4648-0667-4. Licence: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

\_\_\_\_\_ Doing Business (2017). *Égalité des chances pour tous*. Washington: Banque mondiale. DOI: 10.1596/978-1-4648-0948-4. Licence: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

Blog The Borgen Project (2017) *Understanding the Causes of Poverty in Cameroon*, 28 août 2017. Article disponible en anglais à l'adresse : <https://borgenproject.org/causes-of-poverty-in-cameroon/>.

Bureau international du Travail (BIT) (2018). Base de données ILOSTAT. <http://www.ilo.org/ilostat>. Données extraites le 20 février 2018.

Brunel, S. (1989). « *Les difficultés du Cameroun : fin d'un modèle ou crise de croissance ?* ». *L'Information géographique*, No. 67-1. pp. 134-142.

Camer (2017). « Nestlé et le Ministère de la Santé publique organisent un Forum sur les défis nutritionnels au Cameroun ». Article disponible à l'adresse : <http://www.camer.be/63531/11:1/nestla-et-le-ministare-de-la-santa-publique-organisent-un-forum-sur-les-dafis-nutritionnels-au-cameroun-cameroon.html>.

Cameroon Policy Analysis and Research Center (CAMERCAP-PARC) (2016). *Suivi de la démographie des petites et moyennes entreprises au Cameroun. Dispositif de suivi de la mortalité des PME*. Série Études #01, volume 2. [http://camercap-parc.org/web/images/base\\_connaissances/publications/Dispositif-de-suivi-de-la-mortalit-des-pme.pdf](http://camercap-parc.org/web/images/base_connaissances/publications/Dispositif-de-suivi-de-la-mortalit-des-pme.pdf).

Cameroon-report.com - L'essentiel de l'info du Cameroun (2017). « Cameroun - Le Gouvernement pour une meilleure transformation du bois », 29 décembre 2017. Article disponible à l'adresse : <http://cameroon-report.com/politique/cameroun-le-gouvernement-pour-une-meilleure-transformation-du-bois/>.

Nyobia, A. (2018). « Public-privé : concertations pour la relance ». *Cameroon Tribune Newsletter*, 20 février 2018. Article disponible à l'adresse : <https://www.cameroon-tribune.cm/actualites/1457/fr/>.

Center for International Development (CID) (2017). *The Atlas of Economic Complexity*, Center for International Development, Harvard University, Cambridge, MA (États-Unis). <http://atlas.cid.harvard.edu>.

Commission économique pour l'Afrique (CEA) (2001). L'état de la transition démographique en Afrique. Disponible en anglais (*The state of demographic transition in Africa*) à l'adresse : <http://repository.uneca.org/handle/10855/5057>.

\_\_\_\_\_ (2013). *Rapport économique sur l'Afrique 2013 : Tirer le plus grand profit des produits de base africains : l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation*. CEA, Addis-Abeba. Disponible à l'adresse : <https://www.uneca.org/fr/publications/rapport-%C3%A9conomique-sur-l%E2%80%99afrique-2013>.

\_\_\_\_\_ (2016). *Profil de pays du Cameroun*. CEA, Addis-Abeba.

\_\_\_\_\_ (2017a). *Rapport économique sur l'Afrique 2017 : L'industrialisation et l'urbanisation au service de la transformation de l'Afrique*. CEA, Addis-Abeba. Disponible à l'adresse : <https://www.uneca.org/fr/publications/rapport-%C3%A9conomique-sur-l%E2%80%99afrique-2017>.

\_\_\_\_\_ (2017b). *Rapport sur l'Indice africain de développement social mesurant l'exclusion humaine pour la transformation structurelle pour l'Afrique centrale*. CEA, Addis-Abeba. Rapport disponible à l'adresse : <http://repository.uneca.org/bitstream/handle/10855/24027/b11873516.pdf?sequence=3>.

\_\_\_\_\_, Commission de l'Union africaine, Banque africaine de développement et Programme des Nations Unies pour le développement (2017). *Rapport sur le développement durable en Afrique*. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/fr\\_agenda2063\\_sdg-web.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/fr_agenda2063_sdg-web.pdf).

Commission de l'Union africaine (CUA), Banque africaine de développement (BAD) et Commission économique pour l'Afrique (CEA) (2016). *Indice de l'intégration régionale en Afrique*. Rapport disponible à l'adresse : [https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/iira-report2016\\_fr\\_web.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/iira-report2016_fr_web.pdf).

Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) (2017) *Rapport définitif de surveillance multilatérale 2016 et perspectives pour 2017*. Trente-troisième édition, octobre 2017. Disponible à l'adresse : [https://www.izf.net/sites/default/files/bull2017/CEMAC/2017/rapport\\_definitif\\_de\\_surveillance\\_multilaterale\\_2016\\_et\\_perspectives\\_pour\\_2017.pdf](https://www.izf.net/sites/default/files/bull2017/CEMAC/2017/rapport_definitif_de_surveillance_multilaterale_2016_et_perspectives_pour_2017.pdf).

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2017). Base de données CNUCEDStat. CNUCED. <http://unctadstat.unctad.org/FR/>.

Conseil mondial de l'énergie (2018). *Cameroon Profile*. Profil disponible en anglais à l'adresse : <https://www.worldenergy.org/data/resources/country/cameroon/>.

Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU (2017). *World Population Prospects 2017*. Division de la population du DAES. <https://esa.un.org/unpd/wpp/>.

Dibangui, A (2010). « Cameroun : pourquoi l'explosion de l'informel ? ». *Libre Afrique*, 2 mars 2010. Article disponible à l'adresse : [http://www.librefrique.org/Dibangui\\_Cameroun\\_020310](http://www.librefrique.org/Dibangui_Cameroun_020310).

Division de statistique de l'ONU (2017a). Base de données *Comtrade* (anglais et espagnol seulement) consultée au moyen du logiciel World Integrated Trade Solution (WITS). <https://wits.worldbank.org>.

\_\_\_\_\_ (2017b). Base de données *UNdata* (anglais seulement). Division de statistique. <https://unstats.un.org/>.

Fernandes, A. (2007). "Trade policy, trade volumes and plant-level productivity in Colombian manufacturing industries". *Journal of International Economics*, Elsevier, vol. 71(1), pp. 52-71.

Financial Times (2017). Base de données *fDi Markets* (anglais seulement). Financial Times. [www.fdimarkets.com](http://www.fdimarkets.com).

Fonds monétaire international (FMI) (2017). *Central African Economic and Monetary Community (CEMAC), Common Policies of Member countries, and Common Policies in support of Member Countries Reform Programs*. IMF Country Report no. 17/389. Disponible en anglais à l'adresse : <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/CR/2017/cr17389.ashx>.

\_\_\_\_\_ (2018). *Cameroon*. Données DataMapper (anglais seulement). FMI. Profil et données disponibles en anglais à l'adresse : <http://www.imf.org/en/Countries/CMR>.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (2017). *Libérer le potentiel des enfants*. Disponible à l'adresse : <https://www.unicef.org/french/nutrition>.

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) (2017a). "An inclusive Approach to Developing the National Road Map on Demographic Dividend in Cameroon", Actualités. Article disponible à l'adresse : <http://cameroon.unfpa.org/fr/news/inclusive-approach-developing-national-road-map-demographic-dividend-cameroon>.

\_\_\_\_\_ (2017b). *Investir dans la planification familiale permet de réaliser des économies*, Opinion, article disponible à l'adresse : <http://cameroon.unfpa.org/fr/news/investir-dans-la-planification-familiale-permet-de-r%C3%A9aliser-des-%C3%A9conomies>.

Hausmann, R., D. Rodrik et A. Velasco, A. (2005). *Growth Diagnostics*, John F. Kennedy School of Government, Harvard University, Cambridge, MA (États-Unis).

ICF (2017). *STATcompiler, Demographic and Health Surveys (DHS) Program*. Données disponibles en anglais à l'adresse : [www.statcompiler.com](http://www.statcompiler.com).

Institut virtuel de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2016). *Module 1: The structural transformation process: trends, theory, and empirical findings dans Virtual Institute Teaching Material on Structural Transformation and Industrial Policy*. Disponible en anglais à l'adresse : <https://vi.unctad.org/stind/index.html>. Site consulté le 23 avril 2018.

Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME) (2017). *Global Burden of Disease*. Base de données *Global Health Data Exchange*. IHME, University of Washington/Seattle (États-Unis). <http://ghdx.healthdata.org/gbd-results-tool>.

\_\_\_\_\_ (2013). *Global Burden of Diseases*. Base de données *Global Health Data Exchange*. IHME, University of Washington/Seattle (États-Unis). <http://ghdx.healthdata.org/gbd-results-tool>.

Institut national de la statistique (INS) de la République du Cameroun (2015a). *Présentation des premiers résultats de la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4) de 2014*. Rapport disponible à l'adresse : [http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2015/Premiers\\_resultats\\_ECAM\\_4\\_VF.pdf](http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2015/Premiers_resultats_ECAM_4_VF.pdf).

\_\_\_\_\_ (2015b). *ECAM 4 : Évolution des principaux indicateurs de la pauvreté monétaire de 2001 à 2014*. INS, Cameroun: Yaoundé.

\_\_\_\_\_ (2015c). *Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS5) 2014, Rapport de résultats clés*. INS, Cameroun: Yaoundé.

\_\_\_\_\_ (2016). *Les comptes nationaux de 2016*. Rapport disponible à l'adresse : [http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2017/Comptes\\_Nationaux\\_Annuels\\_2016.pdf](http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2017/Comptes_Nationaux_Annuels_2016.pdf).

\_\_\_\_\_ (2017). *Les comptes nationaux de 2017*. Rapport disponible à l'adresse : [http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2017/CNT\\_T2\\_2017.pdf](http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2017/CNT_T2_2017.pdf).

International Energy Agency (IEA) et Banque mondiale (2017). *Global Tracking Framework Report*. IEA et Banque mondiale. Rapport disponible en anglais à l'adresse : <http://gtf.esmap.org/>.

Investir au Cameroun (2015). « *Le Cameroun lance un programme de 13,7 milliards de FCfa, pour booster la transformation du bois* », 21 janvier 2015. Article disponible à l'adresse : <http://www.investiraucameroun.com/index.php/gestion-publique/2101-6010-le-cameroun-lance-un-programme-de-13-7-milliards-de-fcfa-pour-booster-la-transformation-du-bois/amp>.

\_\_\_\_\_ (2016). « *Le taux de couverture sociale la population camerounaise active est passé de 20 à 23% en 2016* », 28 novembre 2016. Article disponible à l'adresse : <http://www.investiraucameroun.com/social/2811-8237-le-taux-de-couverture-sociale-la-population-camerounaise-activee-est-passe-de-20-a-23-en-2016>.

Jeune Afrique (2016). CEMAC : « *Les chefs d'État ouvrent la porte à des prêts du FMI mais écartent une dévaluation* ». *Jeune Afrique*, 23 décembre 2016. Article disponible à l'adresse : <http://www.jeuneafrique.com/387159/economie/cemac-chefs-detat-ouvrent-porte-a-prets-fmi-renoncent-a-devaluation/>.

Klau, M. (1998). *Exchange Rate Regimes and Inflation and Output in Sub-Saharan Countries*. Département monétaire et économique de la Banque des règlements internationaux (BRI). Rapport disponible en anglais à l'adresse : <https://www.bis.org/publ/work53.pdf>.

Krugman, Paul et Lance Taylor (1978). "Contractionary Effects of Devaluation". *Journal of International Economics*, Vol. 8, No. 3, pp. 445-57.

Le Figaro (2018). « Cacao : Accord entre la Côte d'Ivoire et le Ghana », 23 mars 2018. Article disponible à l'adresse : <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/03/28/97002-20180328FILWWW00154-cacao-accord-entre-la-cote-d-ivoire-et-le-ghana.php>.

Mary A. et K. Jozef (2007). "Trade Liberalization, Intermediate Inputs, and Productivity: Evidence from Indonesia". *American Economic Review*, American Economic Association, vol. 97(5), pp. 1611-1638.

McMillan, M., D. Rodrik et Í. Verduzco-Gallo (2014). "Globalization, structural change, and productivity growth, with an update on Africa". *World Development*, vol. 63, 11-32.

Ministère des finances de la République du Cameroun (2017). *Rapport d'évaluation du système de gestion des finances publiques*. Rapport disponible à l'adresse : [http://bibliotheque.pssfp.net/livres/RAPPORT\\_PEFA\\_CAMEROUN\\_2017.pdf](http://bibliotheque.pssfp.net/livres/RAPPORT_PEFA_CAMEROUN_2017.pdf).

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (2013). *Les agricultures africaines, transformations et perspectives*. Rapport disponible à l'adresse : [http://www.un.org/africarenewal/sites/www.un.org.africarenewal/files/Agriculture\\_Africaine.pdf](http://www.un.org/africarenewal/sites/www.un.org.africarenewal/files/Agriculture_Africaine.pdf).

Observatory of Economic Complexity (OEC) (2017). *Cameroon*. The MIT Media Lab. Massachusetts Institute of Technology (MIT). Rapport et données disponibles en anglais à l'adresse : <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/cmr/>.

ONU-Habitat, voir Programme des Nations Unies pour les établissements humains.

Organisation internationale du Travail (OIT) (2017). Base de données *ILOStat*. OIT. [www.ilo.org/ilostat](http://www.ilo.org/ilostat).

Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2017a). Base de données de l'Observatoire de la santé mondiale (Global Health Observatory) (anglais seulement). OMS. <http://apps.who.int/gho/data/>.

\_\_\_\_\_ (2017b). *Profil sanitaire analytique : Cameroun-2016*. OMS. Disponible à l'adresse : <http://www.afro.who.int/fr/publications/profil-sanitaire-analytique-cameroun-2016>.

\_\_\_\_\_ (2018). « Le Ministre de la Santé publique inaugure le pavillon de néonatalogie de l'hôpital de district de Bafia ». Article disponible à l'adresse : <http://www.afro.who.int/fr/news/le-ministre-de-la-sante-publique-inaugure-le-pavillon-de-neonatalogie-de-lhopital-de-district>.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2014). *Profil de pays du Cameroun*. Disponible à l'adresse : <http://www.fao.org/countryprofiles/index/fr/?iso3=CMR>.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (2017). Base de données de statistiques industrielles *INDSTAT2* (anglais seulement). ONUDI. <http://stat.unido.org>.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (2017). Base de données UIS.Stat. Institut de statistique de l'UNESCO. <http://data.uis.unesco.org>.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2016). *Rapports sur le développement humain*, données du rapport sur l'indicateur de développement humain (IDH). PNUD. Données disponibles en anglais à l'adresse : <http://hdr.undp.org/en/data>. Site consulté le 10 mars 2018.

\_\_\_\_\_ (2017). *Rapports sur le développement humain*, données du rapport sur l'indicateur de développement humain (IDH). PNUD. Données disponibles en anglais à l'adresse : <http://hdr.undp.org/en/data>.

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (2014). Base de données *Urban Data* (anglais seulement). ONU-Habitat. <http://urbandata.unhabitat.org/explore-data/>.

République du Cameroun (2009) *Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) : Cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020*. Rapport disponible à l'adresse : [http://www.paris21.org/sites/default/files/Cameroon\\_DSCE2010-20.pdf](http://www.paris21.org/sites/default/files/Cameroon_DSCE2010-20.pdf).

\_\_\_\_\_ (2017). *Plan directeur d'industrialisation du Cameroun – Le Cameroun : Usine de la nouvelle Afrique industrielle*. Rapport final disponible à l'adresse : <http://www.ccima.cm/phocadownload/Rapport%20final%20PDI%20decembre.pdf>.

Shantayanan, D. et D. Rodrik (1991). "Do the Benefits of Fixed Exchange Rates Outweigh Their Costs? The Franc Zone in Africa". National Bureau of Economic Research, Working Papers No. 3727.

Statista (2018). Base de données *Statista: Average annual OPEC crude oil price from 1960 to 2018 (in U.S. dollars per barrel)* (Cours annuel moyen du pétrole brut de l'OPEP de 1960 à 2018). Données disponibles en anglais à l'adresse : <https://www.statista.com/statistics/262858/change-in-opec-crude-oil-prices-since-1960/>.



Topalova, P. et A. Khandelwal (2011). "Trade Liberalization and Firm Productivity: The Case of India". *The Review of Economics and Statistics*, issue 93, pp. 995-1009.

Wolfgang, K. (2000). "Do Trade Patterns and Technology Flows Affect Productivity Growth?". *The World Bank Economic Review*, vol. 14, pp. 17-47.

World Economic Forum (2018). *Global Competitiveness Index (2018)*. World Economic Forum. Données sur le Cameroun disponibles en anglais à l'adresse : <http://reports.weforum.org/global-competitiveness-index-2017-2018/countryeconomy-profiles/#economy=CMR>.

World Population Review (2018). *Cameroon Population*. Profil et données disponibles en anglais à l'adresse : <http://worldpopulationreview.com/countries/cameroon-population/>.





UNECA.ORG

Imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004. Imprimé sur du papier sans chlore.



Economic Commission for Africa | Commission économique pour l'Afrique  
1958 - 2018